



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 25 JUILLET 1942

QUEBEC, SATURDAY, JULY 25TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Granby Textiles Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1942, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, Herbert William Jackson, comptable, William Patrick Creagh, commis en loi, John Lawrence McCrory, secrétaire, et Clifford George Meek, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir, exploiter, conduire, diriger, gérer et généralement exercer et s'engager de toute manière—soit par elle-même ou au moyen d'agents, et dans toutes leurs branches respectives—dans les commerces, métiers et opérations qui consistent à manufacturer, produire, acheter, importer et—ou autrement acquérir, détenir, emmagasiner, entreposer, filer, tordre, lessiver, blanchir, teindre, filer, carder, doubler, tricoter, mettre en filet, en ganse, créper, colorer, imprimer, broder, gaufrer, préparer, adopter, mélanger, ouvrir, transformer, manipuler, vendre (en gros ou en détail), exporter, mettre à l'enchère et—ou autrement disposer de, transporter, faire le commerce et négoce de toute manière que ce soit, d'aucune et de toutes sortes et tous

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"Granby Textiles Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1942, incorporating: Francis George Bush, Manager, Herbert William Jackson, Accountant, William Patrick Creagh, Law Clerk, John Lawrence McCrory, Secretary, and Clifford George Meek, Bookkeeper, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain, operate, conduct, supervise, manage and generally carry on and engage in, in any way or manner whatsoever, either by itself or by agents and in all or any of their respective branches, the businesses, trades and operation activities of manufacturing, producing, buying importing and—ou otherwise acquiring, holding, storing, warehousing, spinning, throwing, scouring, bleaching, dyeing, weaving, carding, doubling, knitting, netting, looping, crimping, colouring, printing, embroidering, embossing, preparing, adopting, compounding, finishing, converting, manipulating, selling (whether at wholesale or retail, exporting, auctioning and—ou otherwise disposing of, transporting, dealing in and with in any way of manner whatsoever, any and all

genres de soieries (artificielles ou autres), velours, peluche, drap, feutre, chiffon, malines, voile, satin, crêpe de Chine, laine, coton ou tous tissus filamenteux ou fibreux, jute, caoutchouc, lin, chanvre, chanvre de Manille, crin, chanvre-sisal, corde, filé, ficelle, fil, étoupe, toile à emballage, bougran, bourre, garnitures, toiles, bas, rubans; dévidoirs, films, bandes, pellicules et autres articles semblables et aucune et toutes sortes et descriptions de marchandises, étoffes et autres tissus, filés, tricotés, faits de filet, ajourés, feutrés ou autrement; tous ingrédients et parties constituant d'iceux; tous produits et sous-produits provenant de leur culture, production, acquisition, fabrication, ou usage, ou de tous ingrédients ou parties constituant d'iceux; tous articles manufacturés, produits et mélanges, composés en tout ou en partie d'iceux ou tous ingrédients ou parties constituant, y compris marchandises sèches, habits et vêtements de toutes sortes et descriptions et toutes autres substances, matières et choses nécessaires, utiles, appropriées ou connexes aux susdits objets;

Manufacturer, produire, acheter, importer, ou autrement acquérir, détenir, emmagasiner et entreposer et vendre ou autrement disposer de, transporter, faire le commerce et négoce de toute manière que ce soit, de toutes sortes et descriptions de teintures, matières colorantes, cellulose, acétate, anhydrite acétique, acide acétique synthétique et autres matières, produits et préparations chimiques, substances incombustibles, cellulose, films photographiques et cinématographiques incombustibles, papier transparent incombustible, laine artificielle et base pour l'imprégnation des tissus et autres étoffes et substances, et aucun et tous produits manufacturés et matières brutes d'iceux, et tous articles faits ou provenant d'iceux;

Faire un commerce général d'immeubles, de construction, de travaux à contrat, de développement, d'expansion, de placement, audition de comptes, sous le nom de "Granby Textiles Limited".

Le nombre des actionnaires ou membres de la compagnie ne sera pas supérieur à vingt, à l'exception de ses employés actuels ou de ses anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débentures de la compagnie;

Le capital-actions de la compagnie consistera en mille (1000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de douze mille cinq cent dollars (\$12,500);

Toutes ou aucune desdites mille (1000) actions sans valeur nominale ou au pair pourront être émises et réparties par la compagnie de temps à autre pour la somme et aux termes et conditions qui pourront être déterminés de temps à autre par le Conseil d'administration de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Granby, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1603

kinds and descriptions of silk (whether artificial or otherwise), velvet, plush, cloth, felt, chiffon, maline, veiling, satin, crepe de chene, wool, cotton or any filamentous or fibrous material, jute, rubber, flax, hemp, manilla, hair, sisal, rope, yarn, twine, thread, oakum, burlap, buckrum, paddings, trimmings, linens, hose, ribbons, reels, films, strips, pellicles and other like articles and any and all kinds and descriptions of goods, fabrics and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise; all ingredients and component parts thereof; all products and by-products arising in or from the growth, production, acquisition, manufacture or use thereof, or of such ingredients or component parts thereof; all manufactured articles, products and compounds composed in whole or in part thereof or all ingredients or component parts, including dry-goods, clothing and garments of all kinds and descriptions whatsoever and all other substances, materials and things necessary, useful, convenient or incidental in connection with the foregoing;

To manufacture, produce, buy, import, or otherwise acquire, hold, store and warehouse and to sell or otherwise dispose of, transport, deal and trade in and with in any way or manner all kinds and descriptions of dyes, colourings, cellulose, acetate, acetic anhydrite, synthetic acetic acid and other chemicals and chemical products and preparations, non-inflammable, celluloid, non-inflammable photographic and cinematographic films, non-inflammable transparent paper, artificial wool and dope for the impregnation of textiles and other fabrics and substances, and any and all other manufactured products and the raw materials thereof, and all articles made or derived therefrom;

To carry on a general real estate and building, contracting, development, promoting, investing, auditing business, under the name of "Granby Textiles Limited".

The number of its Shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited;

The capital stock of the Company shall consist of one thousand (1000) shares without nominal or par value and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations is twelve thousand five hundred dollars (\$12,500);

All of any of the said one thousand (1000) shares without nominal or par value may be issued and allotted by the Company from time to time for such consideration and upon such terms and considerations as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company.

The head office of the Company will be at the Town of Granby, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1603-o

"Korma Dress, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23 juin 1942, constituant en corporation: Haim (Harry) Maizel, marchand, et Stella Kornbluth Maizel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Haim Maizel, tous deux de la cité d'Outremont, Bennie Kornbluth, marchand, et Celia Kwalwasser Kornbluth, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bennie Kornbluth, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, exercer le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, costumes et manteaux pour dames et enfants, et manufacturer des vêtements d'aucune description que ce soit, pour femmes;

Exercer le commerce de trafiquants, importateurs, vendeurs en gros, vendeurs en détail, marchands et distributeurs de tous tissus, lainages, soieries, doublures, sous le nom de "Korma Dress, Incorporated", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 23 juin 1942.

L. DÉSILETS,

1604 Assistant-procureur général.

"La Compagnie de Bois Fugère Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Euclide Fugère, Adéodat Fugère, Paul-Arthur Fugère et Gérard Fugère, tous quatre cultivateurs de la paroisse de St-Luc, comté de Champlain, district des Trois-Rivières, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général, en gros et en détail, acheter, vendre, importer, exporter le bois sous toutes ses formes et tous articles ou produits qui peuvent être manufacturés avec du bois en tout ou en partie, sous le nom de "La Compagnie de Bois Fugère Limitée", avec un capital total de deux mille quatre cents dollars (\$2,400.00), divisé en vingt-quatre (24) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Luc, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,

1605-o Assistant-procureur général int.

"Wm. Currie Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Alexandre Chevalier, Kalman Angel, avocats, et Percy W. Tate, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

L'acquisition et l'achat de l'actif en tout ou en partie de la compagnie *Wm. Currie Limited* et-ou de toute autre compagnie ou entreprise manufac-

"Korma Dress, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1942, incorporating: Haim (Harry) Maizel, Merchant, and Stella Kornbluth Maizel, housewife, wife separate as to property of the said Haim Maizel, both of the City of Outremont, Bennie Kornbluth, Merchant, and Celia Kwalwasser Kornbluth, housewife, wife separate as to property of the said Bennie Kornbluth, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacturer of women's wearing apparel of any description whatsoever;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, under the name of "Korma Dress, Incorporated", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1942.

L. DÉSILETS,

1604-o Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Bois Fugère Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1942, incorporating: Euclide Fugère, Adéodat Fugère, Paul-Arthur Fugère and Gérard Fugère, all four farmers of the parish of St-Luc, county of Champlain, district of Trois-Rivières, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general lumber business, wholesale and retail, to buy, sell, import, export lumber in all its lines and all articles or products which may be manufactured from lumber, in whole or in part, under the name of "La Compagnie de Bois Fugère Limitée", with a total capital stock of two thousand four hundred dollars (\$2,400), divided into twenty-four (24) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at St-Luc, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1605 Acting Deputy Attorney General.

"Wm. Currie Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1942, incorporating: Alexandre Chevalier, Kalman Angel, advocates, and Percy W. Tate, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The acquisition and purchase of the assets in whole or in part of the company *Wm. Currie Limited* and-or of any other company or under-

tenant ou faisant l'exploitation ou le commerce du vêtement et le paiement de cet actif en argent ou en actions de la Compagnie;

Manufacturer, importer, entreposer, acheter, vendre, louer ou échanger toutes sortes de vêtements et toutes sortes de marchandises connexes au commerce de la compagnie, sous le nom de "Wm. Currie Inc.", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,
1606-0 Assistant-procureur général int.

taking manufacturing or engaged in the business of or dealing in clothing and the payment of such assets in cash or shares of the company;

To manufacture, import, store, purchase, sell, lease or exchange all kinds of clothing and all sorts of merchandise incidental to the business of the company, under the name of "Wm. Currie Inc.", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1606 Acting Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Fernhill Ltd."

Avis est donné, par les présentes, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, à la compagnie "Fernhill Ltd." des lettres patentes supplémentaires en date du deux juillet 1942, ratifiant le règlement numéro 28 augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000, par la création de 200 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le deux juillet 1942.

P. FRENETTE,
1607 Assistant-procureur général intérimaire.

"The Abbey Co."

Avis est donné, par les présentes, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la compagnie "The Abbey Co.", des lettres patentes supplémentaires en date du deux juillet 1942, ratifiant le règlement numéro 23 consolidant les 49,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, qui composent son capital actuel, en 490 actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Daté du bureau du procureur général, le deux juillet 1942.

P. FRENETTE,
1608 Assistant-procureur général intérimaire.

Supplementary Letters Patent

"Fernhill Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of July, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Fernhill Ltd.", ratifying By-Law No. 28 increasing its capital from \$20,000.00 to \$40,000.00, by the creation of 200 additional common shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1607-0 Acting Deputy Attorney General.

"The Abbey Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of July, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "The Abbey Co.", ratifying By-Law No. 23 consolidating the 49,000 common shares with a par value of \$1.00 each, which compose its actual capital, into 490 shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1608-0 Acting Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, Comté de Laval

VILLE ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE

Avis public est, par les présentes donné, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des délibérations du conseil, en la maison d'école, dans la Ville St-Léonard de Port-Maurice, MERCREDI le DOUZE AOÛT 1942, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, County of Laval

TOWN OF ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE

Public notice is hereby given, that the properties hereinafter designated shall be sold by public auction in the meeting room of the Council, in the School house, in the Town of St-Léonard de Port-Maurice, WEDNESDAY, the TWELFTH of AUGUST, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal taxes with interest plus costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par résolution adoptée à sa séance du 10 juillet 1942, a autorisé la ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting of the 10th July, 1942, has authorized the Town to make an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, pursuant to the provisions of article 550 of the Cities and Towns Act.

Nom du propriétaire Name of owner	Cadastre Cadastre	Subdivisions Subdivisions
James B. Hill	388-387	32-69
Léo Delorme & al.	411	
Azilda Labonté, Vve de-Wid. of Napoléon Rochon	427	220
Dame Médard Gauthier	427	244, 245
Azilda Labonté, Vve de-Wid. of Napoléon Rochon	427	340, 346, 347, 360, 367, 368, 374, 376
	427	377, 380
Armand Renaud	427	396
Azilda Labonté, Vve de-Wid. of Napoléon Rochon	427	406, 461, 493, 522, 523
Joseph Onésime Labrecque	427	596, 597
Azilda Labonté Vve de-Wid. of Napoléon Rochon	427	600
M. A. Valois, Epse de-Wife of V. Rouleau	427	611, 612
Ernest Rouleau	427	661, 662, 663, 664
Azilda Labonté, Vve de-Wid. of Napoléon Rochon	427	624
M. A. Valois, Epse de-Wife of V. Rouleau	427	641
Azilda Labonté, Vve de-Wid. of Napoléon Rochon	427	698, 699, 735
Rvd. Victor Geoffrion	427	759, 760, 761, 762, 763
Mlle-Miss Elsie Hammond	429a	17 à-to 21 incl. 102 à-to 106 incl.
J. Emile Dugas	429a	118
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	20, 31 à-to 34 incl. 38 à-to 41 incl.
" " " "	430	52 à-to 62 incl. 76 à-to 86 incl.
" " " "	430	98 à-to 104 incl. 115, 116
" " " "	430	143 à-to 149 incl. 153 à-to 155 incl.
" " " "	430	160 à-to 164 incl. 166 à-to 189 incl.
" " " "	430	225, 226, 228, 229, 237, 238
Joseph Onésime Labrecque	430	252
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	266, 267, 268, 281, 282, 305, 306, 319
Joseph Onésime Labrecque	430	358, 359, 360
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	361, 362, 371, 372
La Cie de Crédit de Construction Canadienne Ltée	430	401, 402
Joseph Onésime Labrecque	430	466
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	468
Joseph Onésime Labrecque	430	473, 474, 475, 476
J. E. Leduc	430	481, 482, 483, 484
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	493, 494, 507 à-to 510 incl. 523, 524,
	430	525
Bruno S. Lavoie	430	528, 529
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	542
Joseph Onésime Labrecque	430	549, 550
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	551, 552
Bruno S. Lavoie	430	556 à-to 563 incl.
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	581, 582, 583, 609, 610, 611, 616, 631
	430	632, 664, 665, 685, 686, 687, 690, 691
Henri Moquin	430	710
Mlle-Miss Elsie Hammond	430	725, 744
Joseph Onésime Labrecque	430	745, 746
Arthur Jodoin Sr	430	753, 754

Les immeubles sus-dits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville St-Léonard de Port-Maurice.

The above described immovables are all of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet, and situate in the Town of St-Léonard de Port-Maurice.

La dite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

Donné en la Ville St-Léonard de Port-Maurice et en la Ville Montréal-Nord, ce douzième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-deux, (1942).

Given in the Town of St-Léonard de Port-Maurice and in the Town of Montreal-North, this twelfth day of the month of July, one thousand nine hundred and forty-two (1942).

Le secrétaire-trésorier,
1584-29-2-o J. A. CADIEUX.

J. A. CADIEUX,
1584-29-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec.

Province of Quebec.

VILLE DE RICHMOND.

TOWN OF RICHMOND

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond, que la propriété ci-dessus désignée et située dans les limites de la ville de Richmond, sera vendue à l'enchère publique, au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de ladite ville de Richmond, le DIXIÈME jour du mois d'AOÛT, 1942, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolai-

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Richmond, that the following property hereafter designated and situate within the limits of the town of Richmond, will be sold by Public Auction, at the office of the Council, at the Town Hall in the said town of Richmond, on the TENTH day of the month of AUGUST, 1942 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the

res et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, savoir:

Samuel-J. Lainé.—Ce certain morceau de terre situé dans la ville de Richmond, connu et désigné aux plan et livre de renvoi pour la ville de Richmond, comme partie du lot N° 411, tel que plus amplement décrit dans B-27, N° 946. \$18.30.

Donné à Richmond, Qué., ce huitième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-deux (1942).
(Sceau).

Le secrétaire-trésorier de la
ville de Richmond,
1583—29-2-o G. MARVEAU ALEXANDER.

Municipal and School taxes and other impositions and costs incurred by the sale, unless these taxes and other impositions and costs be paid before the sale, to wit:

Samuel J. Lainé.—That certain tract or parcel of land situated in the said town of Richmond, known and designated upon the Official Plan and Book of Reference for the said town of Richmond, as part of lot No. 411, as more fully described in B-27, No. 946. \$18.30.

Given at Richmond, Que., this eighth day of the month of July, one thousand nine hundred and forty-two (1942).
(Seal).

G. MARVEAU ALEXANDER,
Secretary-Treasurer of the
Town of Richmond.
1583—29-2-o

Vente par licitation

Sale by Licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 210.321.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 210.321.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, séante à Montréal, le 22 juin 1942, dans une cause dans laquelle Dlle MARIE THÉRÈSE MARGUERITE COULOMBE, fille majeure, de l'Épiphanie, district de Joliette, est demanderesse contre JOSEPH MAILHOT, cultivateur, ALFRED MAILHOT, rentier, et ARMAND MAILHOT, journalier, tous de la paroisse de St-Liguori, district de Joliette; PAUL COULOMBE, paroisse de St-Liguori, district de Joliette; PAUL COULOMBE, agent de l'Épiphanie, district de Joliette, en sa qualité de curateur à l'interdite, dame Eulodie Lamarche, veuve non mariée d'Adrien Mailhot, en son vivant bourgeois, des cité et district de Montréal; ANDRÉ MAILHOT, forgeron, de Cartierville, district de Montréal; ALBERT MAILHOT, agent de Joliette, district de Joliette; dame ARMANDINE MAILHOT, de Rawdon, district de Joliette, épouse contractuellement séparée de biens d'Arthur Bordeleau, journalier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; dame LOUISA MAILHOT, de Rawdon, district de Joliette, épouse contractuellement séparée de biens de JOSAPHAT PROVOST, journalier, du même lieu, et ce dernier, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; dame ALICE MAILHOT, de Rawdon, district de Joliette, épouse contractuellement séparée de biens de Georges Albert Desrosiers, interdit pour démence, représenté par son curateur JOSEPH ALFRED DESROSIERS, du Village St-Pierre, district de Joliette, ladite ALICE MAILHOT, étant dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette honorable Cour, sont défendeurs et WILFRID ETHIER, bourgeois, de Montréal, district de Montréal, intervenant, ordonnant la licitation des immeubles décrits comme suit, savoir:

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal on the 22nd day of June, 1942, in a case wherein MARIE THÉRÈSE MARGUERITE COULOMBE, spinster of full age of majority, of l'Épiphanie, District of Joliette, is plaintiff against JOSEPH MAILHOT, farmer, ALFRED MAILHOT, gentleman, and ARMAND MAILHOT, labourer, all of the Parish of St-Liguori, District of Joliette; PAUL COULOMBE, agent of l'Épiphanie, District of Joliette, in his quality of Curator to the interdict, dame Eulodie Lamarche, unmarried widow of Adrien Mailhot, in his lifetime gentleman, of the City and District of Montreal; ANDRÉ MAILHOT, blacksmith, of Cartierville, District of Montreal; ALBERT MAILHOT, agent of Joliette, District of Joliette; dame ARMANDINE MAILHOT, of Rawdon, District of Joliette, wife contractually separate as to property of Arthur Bordeleau, labourer, of the same place, and this latter to authorize his wife for the purposes hereof; dame LOUISA MAILHOT, of Rawdon, District of Joliette, wife contractually separate as to property of JOSAPHAT PROVOST, labourer, of the same place, and this latter to authorize his wife for the purposes hereof; dame ALICE MAILHOT, of Rawdon, District of Joliette, wife contractually separate as to property of Georges Albert Desrosiers, interdicted for insanity, represented by his curator JOSEPH ALFRED DESROSIERS, of Village St-Pierre, District of Joliette, the said ALICE MAILHOT, duly authorized to ester in justice by judgment of this Honourable Court, are defendants and WILFRID ETHIER, gentleman, of Montreal, District of Montreal, intervenant, ordering the licitation of the immoveables described as follows, to wit:

1. Un emplacement ayant front sur la rue Fabre, en la cité de Montréal, mesurant vingt-huit pieds en largeur et cent pieds en profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et composé:

1. An emplacement fronting on Fabre Street, in the City of Montreal, measuring twenty-eight feet in width and one hundred feet in depth, more or less, English measure, and compound:

a) Du terrain numéro trois cent soixante-neuf de la subdivision du lopin de terre numéro originare trois cent trente-neuf (339-369) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis; mesurant vingt-six pieds en largeur et cent pieds en profondeur plus ou moins, mesure anglaise; et

a) Of the lot of land number three hundred and sixty-nine of the original subdivision of lot of land number three hundred and thirty-nine (339-369) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis; measuring twenty-six feet in width and one hundred feet in depth, more or less, English measure; and

b) De la partie sud-est du terrain connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-dix de la subdivision du lopin de terre numéro originaire trois cent trente-neuf (339-370) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis; mesurant deux pieds en largeur et cent pieds en profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et bornée comme suit: en avant, par la rue Fabre; en arrière, par une ruelle commune; d'un côté, par le terrain sus-décrié portant le numéro trois cent soixante-neuf de la subdivision dudit numéro originaire trois cent trente-neuf; et, de l'autre côté, par le résidu dudit terrain numéro trois cent soixante-dix de la subdivision du même numéro originaire trois cent trente-neuf;

Avec tous les droits y inhérents et avec tous bâtiments dessus érigés, comprenant une maison de deux étages, contenant trois logements, et dépendances, portant les numéros civiques impairs 4725 à 4729 de ladite rue Fabre;

2. La moitié indivise de trois terrains s'étendant de la rue Berri à la rue Pontiac, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros vingt-huit, vingt-neuf et trente de la subdivision du lopin de terre numéro originaire cent soixante-deux (162-28, 29 et 30) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis; mesurant chacun de ces terrains vingt-deux pieds en largeur et soixante-quinze pieds en profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; avec tous bâtiments dessus érigés, comprenant cinq maisons, et dépendances, portant les numéros civiques impairs 4689 à 4699 rue Berri et les numéros pairs 4688 à 4698 rue Pontiac;

Lesdits immeubles désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur MERCREDI, le DIX-NEUF AOÛT 1942, par le Protonotaire de la Cour supérieure, au Palais de Justice de Montréal, district de Montréal, à DIX heures et TRENTE du matin, à la salle d'audience N° 31 de la Cour supérieure de Montréal, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fins d'annuler, relative aux susdits immeubles ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers, devra être produite au greffe de ladite Cour dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de faire opposition dans les délais prescrits, elles en seront forecloses de plein droit.

Un dépôt de mille dollars (\$1,000) sera exigé de tout enchérisseur pour la réception de son offre et enchère sur l'immeuble désigné sous le numéro 1, et un dépôt de mille (\$1,000) sera aussi exigé de tout enchérisseur pour la réception de son offre et enchère sur l'immeuble désigné sous le numéro 2.

Montréal, ce 14 juillet 1942.

Les avocats de la demanderesse,
1580-29-2-o LAMARRE & LAMARRE.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal.
Cour Supérieure. N° 209985. Dame Yvette

b) Of the South-East part of the lot of land known and designated under number three hundred and seventy of the original subdivision of lot of land number three hundred and thirty-nine (339-370) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis; measuring two feet in width and one hundred feet in depth, more or less, English measure, and bounded as follows: in front, by Fabre Street; in rear, by a common lane; on one side, by the above described lot of land bearing number three hundred and sixty-nine of the said original subdivision number three hundred and thirty-nine; and, on the other side, by the residue of the said lot of land number three hundred and seventy of the same original subdivision number three hundred and thirty-nine;

With all the rights thereto inherent and with all the buildings thereon erected, bearing a two story house, containing three dwellings, and dependencies, bearing odd civic numbers 4725 to 4729 of the said Fabre Street;

2. The undivided half of three lots of land extending from Berri Street to Pontiac Street, in the City of Montreal, known and designated under the numbers, twenty-eight, twenty-nine and thirty of the original subdivision of lot of land number one hundred and sixty-two (162-28, 29 and 30) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Village of Côte St-Louis; measuring, each of these lots of land, twenty-two feet in width and seventy-five feet in depth, more or less, English measure; with all the buildings erected, containing five houses, and dependencies, bearing odd civic numbers 4689 to 4699 Berri Street and even civic numbers 4688 to 4698 Pontiac Street.

The said described immoveables shall be sold by public auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of AUGUST, 1942, by the Prothonotary of the Superior Court, at the Court House of Montreal, District of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Room No. 31, subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the Office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to secure charges, to withdraw or to annul in connection with the said immoveables shall not be received later than the twelfth day before the day fixed for the sale, and any opposition for payment or any claim on the proceeds of the sale must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays specified, they will be foreclosed from doing so.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000) shall be required from any bidder before his bid may be received on the immoveable designated in No. 1, and a deposit of one thousand dollars (\$1,000) will also be required from any bidder before his bid may be received on the immoveable designated in No. 2.

Montreal, July 14th, 1942.

LAMARRE & LAMARRE,
1580-29-2-o Attorneys for Plaintiff.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal.
Superior Court. No. 209985. Dame Yvette

Lefebvre & Vir, demanderesse; vs Vianney Pepin, défendeur.

Dame Yvette Lefebvre, épouse de Vianney Pepin, mécanicien, domicilié au N° 846 Avenue Champagnieur à Outremont, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, 15 juillet 1942.

L'avocat de la demanderesse,
1609-0 JACQUES FOURNIER.

Lefebvre & Vir, plaintiff; vs Vianney Pepin, defendant.

Dame Yvette Lefebvre, wife of Vianney Pepin, mechanic, domiciled at No. 846 Champagneur Avenue, Outremont, has taken an action against her husband for separation as to property.

Montreal, July 15, 1942.

1609 JACQUES FOURNIER,
Advocate for plaintiff.

Assurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Barthélemi" dans le comté de Berthier, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce seizième jour de juillet 1942.

Le surintendant des Assurances,
1569-29-2-o GEORGES LAFRANCE.
Pour le Trésorier de la Province.

Avis divers

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

Avis de la demande de plan

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Beauharnois Light, Heat and Power Company, corporation dûment incorporée par une loi spéciale de la Législature de Québec, ayant son siège social au numéro 107 ouest de la rue Craig à Montréal, se propose de demander l'approbation d'un plan montrant certains terrains longeant le fleuve St-Laurent dans les paroisses de St-Timothée et Ste-Cécile, dans le Comté de Beauharnois, et les paroisses de St-Joseph de Soulanges, St-Ignace du Côteau du Lac, et le village de Côteau du Lac, dans le Comté de Soulanges, affectés par l'exhaussement du niveau de l'eau dans cette partie du fleuve jusqu'à la côte 140 approximativement, par suite de travaux remédiateurs construits dans la rivière St-Laurent par le requérant.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée du plan indiquant les terrains ainsi affectés a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ce plan a

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Barthélemi" in the county of Berthier has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this sixteenth day of July 1942.

Superintendent of Insurance,
1569-29-2-o GEORGES LAFRANCE,
For the Treasurer of the Province.

Miscellaneous Notices

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

Application and Notice of Deposit of Plan

Public notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water-Course Act, that Beauharnois Light, Heat and Power Company, a corporation duly incorporated by special act of the Legislature of Quebec and having its Head Office at 107 Craig Street West, Montreal, intends to apply for approval of a plan showing properties adjacent to the St. Lawrence River in the Parishes of St. Timothée and Ste. Cécile, in the County of Beauharnois, and the Parishes of St. Joseph de Soulanges, St. Ignace du Côteau du Lac, and the Village of Coteau du Lac, in the County of Soulanges, affected by the raising of the water in that section of the river up to approximately elevation 140, as a result of remedial works constructed in the River St. Lawrence by the said applicant.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan showing the lands so affected has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such

été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, et au bureau d'enregistrement de Soulanges, à Côteau Landing.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Montréal, le 15 juillet, 1942.

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER
[Seau] COMPANY,
Le secrétaire,
1595-29-4-o C. C. PARKES.

plan has been deposited at the Registry Offices for the Registration Division of Beauharnois, at Beauharnois, and for the Registration Division of Soulanges, at Coteau Landing.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, July 15th, 1942.

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER
[Seal] COMPANY,
C. C. PARKES,
Secretary.

La formation d'une société, sous le nom de "Association of Employees of the Canadian Car & Foundry Company Ltd., Aircraft Division, Montreal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le huit juillet 1942.

Le siège social de l'association sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la Province,
1610-o JEAN BRUCHESI.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE VILLEMONTÉL

AVIS PUBLIC

Conformément au tableau de remboursement faisant partie des résolutions du 1er novembre et 8 décembre 1940, un montant de \$300. d'obligations doit être racheté le 1er septembre prochain.

De plus, par une lettre en date du 30 juin 1942, la Com. Scolaire de Villemontel a demandé à la Com. Municipale de Québec de tirer un montant additionnel de \$900.00 d'obligations pour être racheté le 1er septembre prochain; le tirage au sort a été fait par la Com. Municipale de Québec le 8 juillet courant et les numéros sortis sont les suivants: Dénominations de \$100.00, Nos 4, 9, 11, 13, 14, 16, 18, 21, 28, 30, 33 et 36.

Donné à Villemontel le 18 juillet 1942.
Pour les commissaires d'écoles de Villemontel,
1615-o J.-A. TURGEON.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

VILLAGE DE SAINT-JÉRÔME
Comté du Lac Saint-Jean.

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 82, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—Nos C-31, 83, 91, 107 et 150.

Dénomination de \$500.00:—Nos D-57 et 128.

Les dites obligations sont remboursables le 1er septembre 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
1622-o LAURENT PLOURDE.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

PAROISSE DE SAINT-JÉRÔME
Comté du Lac St-Jean.

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 91, ont été tirées au sort:

The formation of an association, under the name of "Association of Employees of the Canadian Car & Foundry Company Ltd., Aircraft Division, Montreal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, was authorized by the Provincial Secretary the eighth of July, 1942.

The principal place of business of the association will be at Montreal, in the district of Montreal, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
1610 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

SCHOOL MUNICIPALITY OF VILLEMONTÉL

PUBLIC NOTICE

In accordance with a table of redemption forming part of the resolutions of the 1st of November and 8th of December, 1940, an amount of \$300. of bonds shall be redeemed the 1st of September next.

Moreover by a letter bearing date the 30th of June, 1942, the School Commission of Villemontel has asked the Quebec Municipal Commission to draw an additional amount of \$900. of bonds to be redeemed the 1st of September next; the drawing by lots was made by the Quebec Municipal Commission on the 8th of July instant and the numbers drawn being as follows: denominations of \$100., Nos: 4, 9, 11, 13, 14, 16, 18, 21, 28, 30, 33 and 36.

Given at Villemontel the 18th of July, 1942.
J. A. TURGEON,
1615 For the School Commissioners of Villemontel.

DRAWING OF BONDS

VILLAGE OF SAINT-JÉRÔME
County of Lake St-John.

The following bonds, issued under By-law No. 82, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00:—Nos. C-31, 83, 91, 107 and 150.

Denomination of \$500.00:—Nos. D-57 and 128.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September 1942, from which date they shall cease to bear interest.

LAURENT PLOURDE,
1622-o Secretary-Treasurer.

DRAWING OF BONDS

PARISH OF SAINT-JÉRÔME
County of Lake St. John.

The following bonds, issued under By-law No. 91, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00:—Nos C-19, 26 et 36.

Denomination of \$100.00:—Nos. C-19, 26 and 36.

Dénomination de \$500.00:—Nos D-2, 12 et 17.

Denomination of \$500.00:—Nos. D-2, 12 and 17.

Les dites obligations sont remboursables le 1er septembre 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September 1942, from which date they shall cease to bear interest.

1621-o Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

1621-o LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE SAINT-JÉRÔME.
Comté du Lac Saint-Jean.

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF ST-JÉRÔME.
County of Lake St. John.

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 27 août 1938, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under resolution of August, 27th, 1938, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00:—Nos C-17 et 50.

Denomination of \$100.00:—Nos. C-17 and 50.

Dénomination de \$500.00:—N° D-6.

Denomination of \$500.00:—No. D-6.

Les dites obligations sont remboursables le 1er septembre 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September 1942, from which date they shall cease to bear interest.

1620-o Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

1620-o LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 48", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le deux juin 1942.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 48", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the second of June, 1942.

Le siège social de l'association sera à Lac Mégantic, dans la province de Québec.

The principal place of business of the association will be at Lake Megantic, in the Province of Québec.

1642-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

1642 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bureau-Chef

Chief-Office

Province de Québec, District de Montréal

Province of Quebec, District of Montreal

P. E. LÉTOURNEAU INC.

P. E. LÉTOURNEAU INC.

Avis est par les présentes donné que P. E. Létourneau Inc., incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 13 décembre, 1940, et ayant son bureau-chef en la Cité de Montréal, a établi son bureau à 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that P. E. Létourneau, Inc. incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 13th day of December, 1940, and having its head office at the City of Montreal, has established its head office at 276 St. James Street, West, Montreal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, ce 16 juillet, 1942.

Dated at Montreal, this 16th of July, 1942.

1611-o Le président,
P. E. LÉTOURNEAU.

1611-o P. E. LÉTOURNEAU,
President.

Charte—Abandon de

Charter—Surrender of

JUNCTION REALTY CORP.

JUNCTION REALTY CORP.

La compagnie donne avis de son intention de s'adresser au secrétaire de la Province pour lui

The Company gives notice of its intention to apply to the Provincial Secretary for leave to

demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 16 juillet 1942.

Le président de la Junction Realty Corp.,
1623 LOUIS S. BLOOM.

surrender its Charter from such date as it may please him to fix.

Montreal, July 16th, 1942.

LOUIS S. BLOOM,
1623-o President of the Junction Realty Corp.

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 50 E 42

Order No. 50 E 42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 2 juillet, 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, July 2nd, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Gabriel-de-Brandon;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Gabriel of Brandon;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Gabriel-de-Brandon.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Gabriel of Brandon.

2. La région de Saint-Gabriel-de-Brandon comprend la municipalité de village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district électoral de Berthier.

2. The region of Saint Gabriel of Brandon includes the municipality of the village of Saint Gabriel of Brandon, in the electoral district of Berthier.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Gabriel-de-Brandon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Saint Gabriel of Brandon, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 50-E-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 28 mai 1938, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The present order cancels Order No. 50-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated May 28th, 1938, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. DR EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 2 juillet 1942. 1619-o

Quebec, July 2nd, 1942. 1619-o

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

N° 768-42

No. 768-42

Québec, le 6 juillet 1942.

Quebec, July 6th, 1942.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Sainte-Ursule, dans le comté de Maskinongé ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément

Whereas the Trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Sainte-Ursule, in the County of Maskinongé, have been one year without a school in their municipality, that the dissentients are now too few in number to maintain a school in conformity with the law, I give

à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la corporation des syndics desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué dans l'article 110 des S.R.Q. 1941, ch. 59.

Le Surintendant de L'Instruction Publique,
1550-28-3-o VICTOR DORÉ.

notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I will recommend to the Lieutenant Governor in Council that the Corporation of Trustees of the said dissentient schools for the said municipality, be abolished within the delay indicated in article 110 of the R.S.Q. 1941, ch. 59.

VICTOR DORÉ,
1550-28-3 Superintendent of Public Instruction.

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté du Témiscamingue, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Joseph-du-Nord" et que son principal siège d'affaires est à Notre-Dame-du-Nord, comté du Témiscamingue.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce seizième jour de juillet 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1613-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Ambroise" et que son principal siège d'affaires est à St-Ambroise, comté de Chicoutimi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce seizième jour de juillet 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1612-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture du comté de Kamouraska.

Attendu qu'il existe dans le comté de Kamouraska une société d'agriculture formée antérieurement à la Loi 6 Geo. VI, chap. 41 et composée des cercles agricoles du dit comté;

Vu le pouvoir accordé au Ministre de l'Agriculture par l'article 4 de la dite loi:

Avis est par les présentes donné que le Ministre de l'Agriculture reconnaît la formation de la dite société d'agriculture.

Québec, ce 21 juillet, 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1614-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Témiscamingue, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Joseph-du-Nord" and that its principal place of business is at Notre-Dame-du-Nord, county of Témiscamingue.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture or butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agriculture class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixteenth day of July, 1942.

ADRIEN MORIN,
1613 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Ambroise" and that its principal place of business is at St-Ambroise, county of Chicoutimi.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixteenth day of July, 1942.

ADRIEN MORIN,
1612 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Association of the County of Kamouraska.

Whereas there exists in the County of Kamouraska an Agricultural Association previously formed under the Act 6 Geo. VI, chap. 41 and composed of farmers' clubs of the said county;

In view of the power granted to the Minister of Agriculture by article 4 of the said Act:

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture recognizes the formation of the said Agricultural Association.

Quebec, July 21, 1942.

ADRIEN MORIN,
1614 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 mars 1942.

M. Maurice Brodeur, de Québec: commis en chef du service civil intérieur permanent au département de l'Instruction publique, à compter du 1er mars 1942.

Québec, 17 juin 1942.

M. Emmett J. McManamy, avocat, de la cité de Montréal: recorder de la cité de Montréal.

Québec, 2 juillet 1942.

M. Jean Lincourt, de Coaticook: huissier-audencier des cours civiles siégeant à Coaticook.

MM. François Bergeron, greffier, et Léon Aubin, comptable, tous deux de Grande-Baie: nommés, à compter du 15 juillet 1942, pour agir conjointement en qualité de greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Chicoutimi, à Grande-Baie, sous le nom de "Bergeron & Aubin".

1634-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, March 12, 1942.

Mr. Maurice Brodeur, of Quebec: to be Chief Clerk of the permanent interior civil service in the Department of Public Instruction, as from the 1st of March, 1942.

Québec, June 17, 1942.

Mr. Emmett J. McManamy, advocate, of the city of Montreal: to be Recorder of the city of Montreal.

Québec, July 2, 1942.

Mr. Jean Lincourt, of Coaticook: to be Court-Crier of civil Courts sitting at Coaticook.

Messrs. François Bergeron, clerk, and Léon Aubin, accountant, both of Grande-Baie: appointed, as from the 15th of July, 1942, to act jointly as Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Chicoutimi, at Grande-Baie, under the name of "Bergeron & Aubin".

1634

Soumissions

LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC

Avis aux entrepreneurs

Des soumissions cachetées, adressées au sousigné, aux soins de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, Edifice du Parlement, Québec, seront reçues jusqu'à midi, mardi le 28 juillet 1942, pour la construction du barrage-réservoir du lac Morin, sur la rivière du Loup, dans le comté de Kamouraska-Rivière-du-Loup, comprenant une partie en béton avec digues mixtes en enrochements et en terre et tous autres travaux requis pour la création de ce réservoir.

Copies des plans, du devis et cahier des charges, et de la formule de soumission, pourront être obtenues au bureau de la Commission des Eaux Courantes, à Montréal, sur dépôt d'un montant de \$25.00, lequel dépôt sera remis sur retour desdits plans et devis et cahier des charges, en bonne condition.

Un chèque égal à 10% du montant de la soumission, fait à l'ordre de La Commission des Eaux Courantes et visé par une banque à charte canadienne, doit être joint à chaque soumission.

La Commission des Eaux Courantes ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Montréal, le 10 juillet 1942.

Le vice-président,
O. LEFEBVRE.

La Commission des Eaux Courantes de Québec,
Nouveau Palais de Justice, Chambre 222,
Montréal. 1581-29-2-o

Tenders

THE QUEBEC STREAMS COMMISSION

Request for Tenders

Sealed tenders, addressed to the undersigned, care of The Honourable Minister of Lands and Forests, Parliament Buildings, Quebec, will be received until noon Tuesday, July 28th, 1942, for the construction of Lake Morin Storage Works, on River du Loup, in the County of Kamouraska-River-du-Loup, consisting of a concrete section and rock-fill and earth embankments, and all other appurtenant works required.

A print of the plans, specification and form of tender, may be obtained on application to the Quebec Streams Commission's office in Montreal, upon receipt of a deposit of \$25.00. This deposit will be remitted upon the return of the plans and specification in good condition.

Each tender must be accompanied by a certified cheque on a chartered bank in Canada, payable to the Quebec Streams Commission, and equal to 10% of the amount of the tender price.

The Commission does not bind itself to accept the lowest or any tender.

Montreal, July 10th, 1942.

O. LEFEBVRE,
Vice-President.

The Quebec Streams Commission,
New Court House, Room 222,
Montreal. 1581-29-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS

ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure

Canada, Province of Québec, District d'Abitibi, N° R-513 } **LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**, représentant Sa Majesté aux droits de la Province, (Demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs **GUINARD GOLD MINES LIMITÉE**, corps politique et incorporé ayant son principal bureau à Rouyn, (Défenderesse dans l'instance originaire), saisie.

"Terrain minier consistant en 120 acres, situé dans le Canton Beauchastel, dans le comté de Témiscamingue. Propriété décrite comme suit: 120 acres dans la partie centrale ouest du quart sud-ouest du canton".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Michel-Archange de Rouyn, **MERCREDI**, le **VINGT-SIXIÈME** jour du mois d'**AOÛT** 1942, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **ANTONIO BOURBEAU**. Amos, ce 21 juillet, 1942. 1616-30-2-o [Première publication, le 25 juillet 1942]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Beauharnois Province of Québec, N° 8094 } **J. O. CLERMONT**, Ltée, demanderesse; vs **PAUL ZERCYZ & al**, défendeurs; & **PAMPHILE LAPLANTE**, Mis-en-cause.

Saisis comme appartenant aux défendeurs.

Neuf (9) maisonnettes ou cabines construites sur l'Immeuble ci-après décrit, savoir: un lot de terre ou emplacement faisant partie du lot numéro 174 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, de figure triangulaire dont la base au fleuve St-Laurent mesure environ 150 pieds, un côté vers l'ouest au chemin public mesure environ 250 pieds, et l'autre côté vers l'est mesure environ 200 pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit; au nord par le fleuve St-Laurent, au sud-ouest par le chemin public, et à l'est par le résidu du dit lot N° 174 appartenant à Eugène Léger, sans bâtisse.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, District de Beauharnois, **MERCREDI** le **VINGT-SIXIÈME** jour d'**AOÛT** 1942 à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif, **P. H. REID**.

Bureau du shérif, Salaberry de Valleyfield, ce 22 juillet 1942. 1624-30-2 [Première publication, 25 juillet 1942]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat.

District de Chicoutimi. } **ALPHIDE, J.-ED-N° 13708. GAR, HENRI, NAPOLÉON, PAUL-EUGÈNE et RODOLPHE GIRARD**, faisant affaires sous la raison sociale de Alphide Girard & Fils Eng., au N° 291, de la rue Racine, dans la cité de Chicoutimi, demandeurs; vs **HENRI PELLETIER**, journalier, do-

ABITIBI

Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Abitibi, No. R-513 } **THE ATTORNEY GENERAL OF THE PROVINCE OF QUÉBEC**, representing His Majesty in the rights of the Province, (Plaintiff in original suit), seizing; vs **GUINARD GOLD MINES LIMITÉE**, a body politic and corporate having its head office at Rouyn, (Defendant in original suit), seized.

A mining lot consisting of 120 acres, situate in the Township Beauchastel, in the county of Témiscamingue. The property being described as follows: 120 acres in the West central part of the South Western quarter of the Township".

To be sold at the parochial church door of St-Michel-Archange de Rouyn, **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of the month of **AUGUST** 1942, at **TWO** o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff. Amos, July 21, 1942. 1616-30-2 [First publication, July 25th, 1942]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Beauharnois Province of Québec, N° 8094 } **J. O. CLERMONT**, Ltée, plaintiff; vs **PAUL ZERCYZ & al**, defendants; & **PAMPHILE LAPLANTE**, Mis-en-cause.

Seized as belonging to the defendants.

Nine (9) cottages or cabins erected on the immovable hereinafter described, namely: a lot of land or emplacement forming part of lot number 174 of the official plan and in the book of reference for the parish of St-Timothée, of triangular figure whereof the base at the St. Lawrence river measures about 150 feet, on one side towards the West at the public road measures about 250 feet, and the other side to the East measures about 200 feet, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: on the North by the St. Lawrence River, on the South-West by the public road, and on the East by the residue of said lot No. 174 belonging to Eugène Léger, without buildings.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of St-Timothée, county of Beauharnois, district of Beauharnois, **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of **AUGUST**, 1942, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. H. REID, Sheriff.

Sheriff's Office, Salaberry de Valleyfield, this 22 July, 1942. 1624-30-2 [First publication, July 25, 1942]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court.

District of Chicoutimi. } **ALPHIDE, J. ED-N° 13708. GAR, HENRI, NAPOLÉON, PAUL-EUGÈNE and RODOLPHE GIRARD**, carrying on business under the firm name and style of "Alphide Girard & Fils Eng.", at No. 291 Racine street, in the city of Chicoutimi, plaintiffs; vs **HENRI PELLETIER**,

micilié à St-Nazaire, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur :

Un emplacement situé en le village de la paroisse de St-Nazaire, faisant partie du lot numéro vingt-six (ptie N° 26) du rang cinq (5) au cadastre officiel du canton Taché, avec la maison y érigée seulement, lequel terrain mesure 100 pieds de l'est à l'ouest sur 50 pieds du sud au nord, et borné : au sud au terrain de la Fabrique de St-Nazaire, au nord au terrain de Xavier Girard, à l'ouest à la route qui conduit au 6ème rang et à l'est au reste du lot dont il fait partie, lequel reste appartient à Joseph Villeneuve, fils de Guillaume.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nazaire, JEUDI, le SIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1942, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 30 juin 1942.
Le shérif, RENÉ DELISLE. 1491-27-2-0
[Première publication, le 4 juillet 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Joliette

Province de Québec, N° 6980 } DAMIEN BOUCHER, cultivateur de la paroisse de St-Ambroise de Kildare dans le district de Joliette, agissant ès-qualité d'exécuteur testamentaire de feu Norbert Perrault en son vivant de la cité et du district de Joliette, demandeur; vs JOSEPH PAUZÉ, forgeron de la municipalité de St-Félix de Valois, dans le district de Joliette, défendeur.

1. Un terrain connu et désigné comme faisant partie des lots numéros 95 (P.95) et 98 (P.98) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Félix de Valois, dans le district de Joliette, borné en front, vers le nord par le chemin public où il contient quatre vingt-dix-huit pieds (98) vers le sud où il contient quatre-vingt-douze pieds (92) par le terrain de Pierre Laferrière aussi partie du lot 95; vers l'ouest où il contient soixante-quatre pieds (64) par le terrain de Josaphat Ménard, partie du lot 98 (P.98) et vers l'est par le terrain de Omer Bernier (P.95) sur une longueur de soixante et un pieds (61) à partir du chemin public, au bout de cette longueur le terrain fait une équerre de trente-six pieds (36) allant vers le sud-est, et de là le dit terrain est borné par la rue du Marché sur une longueur de cinquante-trois pieds (53) le tout mesure anglaise, bâti d'une maison, boutique de forge et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Félix de Valois, le CINQUIÈME jour du mois d'AOÛT, 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

2. Un emplacement situé dans la paroisse de St-Ambroise de Kildare, district de Joliette, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le numéro 336, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Ambroise de Kildare, le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1942, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Joliette, le 30 juin 1942.
Le shérif, J.-A. BÉLANGER. 1510-27-2-0
[Première publication, le 4 juillet 1942]

laborer, residing at St. Nazaire, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

An emplacement situate in the village of the parish of St-Nazaire, forming part of lot number twenty-six (Pt. No. 26) of range five (5) of the official cadastre of the township Taché — with the house thereon erected only, the said emplacement measuring 100 feet from east to west by 50 feet from south to north, and bounded: on the south by the land of the Fabrique of St-Nazaire, on the north by the land of Xavier Girard, on the West by the by-road leading to the 6th range and on the east by the residue of the lot of which it forms a part, the said residue belonging to Joseph Villeneuve, son of Guillaume.

To be sold, at the parochial church door of Saint-Nazaire, THURSDAY, the SIXTH day of the month of AUGUST, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE, Sheriff. 1491-27-2
Sheriff's Office, Chicoutimi, June 30, 1942.
[First publication, July 4, 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Joliette

Province of Québec, No. 6980 } DAMIEN BOUCHER, farmer, of the Parish of St. Ambroise de Kildare, in the District of Joliette, acting ès-qualité of testamentary executor of the late Norbert Perrault, in his lifetime of the City and District of Joliette, plaintiff; vs JOSEPH PAUZÉ, blacksmith, of the Municipality of St-Félix de Valois, in the District of Joliette, defendant.

1. A lot of land known and designated as forming part of lots numbers 95 (Pt. 95) and 98 (Pt.98) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Parish of St-Félix de Valois, in the District of Joliette, bounded in front on the North by the public road where it contains ninety-eight feet (98), on the South where it contains ninety-two feet (92) by the land of Pierre Laferrière, also part of lot 95; on the west, where it contains sixty-four feet (64) by the land of Josaphat Ménard, part of lot 98 (Pt.98) and on the East by the land of Omer Bernier (Pt.95) by a length of sixty-one feet (61), from the public road, to the end of said length, the land forms a right angle of thirty-six feet (36) running towards the Southeast, and thence, said land is bounded by "du marché" street on a length of fifty-three feet (53) the whole English measure, with a house, a forge and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of St-Félix de Valois on the FIFTH day of the month of AUGUST, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

2. An emplacement situate in the parish of St-Ambroise de Kildare, District of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for said Parish under number 336—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of St-Ambroise de Kildare, on the FIFTH day of the month of AUGUST, 1942, at THREE o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER, Sheriff. 1510-27-2
Sheriff's Office, Joliette, June 30th, 1942.
[First publication, July 4th, 1942]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Kamouraska
 N° 15483 } **A** **DRIENNE** **LEBLOND**, fille majeure et usant de ses droits, de Trois-Pistoles, demanderesse; contre **LES HÉRITIERS DE FEU DAME PHILOMÈNE MICHAUD**, épouse de feu Joseph Leblond, décédée depuis moins de six mois, et domiciliée en son vivant à Trois-Pistoles, défendeurs.

Un lopin de terre situé au premier rang de Trois-Pistoles, contenant un demi-arpent de front au chemin du roi, sur environ un arpent de profondeur, direction nord et sud, et de là un arpent et demi de front sur environ trois arpents de profondeur, plus ou moins, borné au sud partie au chemin du roi et partie au lot N° trois cent quarante-un, appartenant à Joseph Leblond; au nord au terrain du chemin de fer; à l'ouest à Thimothée D'Amours ou représentant et à l'est partie à Edouard T. Pettigrew et partie au dit lot N° 341, lequel lopin de terre est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Trois-Pistoles, comme faisant partie du lot numéro trois cent quarante-deux (P. 342) avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu **JEUDI** le **SIXIÈME** jour d'**AOÛT**, 1942, à **TROIS** heures de l'après-midi, à la porte de l'église paroissiale de Trois-Pistoles.

Bureau du shérif, Rivière-du-Loup, 23 juin 1942. [Première publication, 4 juillet 1942]

Le shérif,
E. A. DOUCET.
 1493-27-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, District de Kamouraska, N° 14984 } **L** **ÉOPOLD** **PEL-LETIER**, marchand, de Squatteck, demandeur; contre **PIERRE BOURGOIN**, de Squatteck, défendeur.

Le lot 2 rang Est, Canton Auclair borné à l'est par la ligne de division entre les rangs 10 et Est; au sud par le lot 3; à l'ouest par le petit lac Squatteck et au nord, par le lot 1.

Avec bâtisses dessus construites.
 Pour être vendu **VENDREDI**, le **SEPTIÈME** jour d'**AOÛT** 1942, à **ONZE** heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Squatteck.

Bureau du shérif, Rivière du Loup, 30 juin 1942. [Première publication, 4 juillet 1942]

Le shérif,
E. A. DOUCET.
 1492-27-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Kamouraska
 N° 15383 } **J** **OSEPH** **DESROSIERS**, rentier, de la paroisse de Ste-Rose du Dégelé, demandeur; contre **MOISE LAVOIE**, colon, du même endroit, défendeur.

"Le lot entier de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Robinson sous le numéro vingt et un du onzième rang du dit canton, et partie du lot de terre connu et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des dits rang et canton sous le numéro vingt, borné au sud-ouest à la ligne du rang dix, au sud-est au lot numéro vingt et un, au nord-ouest au lot numéro dix-neuf des dits rang et canton, et au nord-est partie à la seigneurie de Témiscouata et partie à l'emplacement d'une maison

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Kamouraska
 No. 15483 } **A** **DRIENNE** **LEBLOND**, spinster and in the use of her rights, of Trois-Pistoles, plaintiff; against **THE HEIRS OF THE LATE DAME PHILOMÈNE MICHAUD**, wife of the late Joseph Leblond, deceased since less than six months, and both residing during lifetime at Trois-Pistoles, defendants.

A parcel of land situate in the First Range of Trois-Pistoles, measuring one half arpent in front on the King's Highway, by about one arpent in depth, direction from North to South, and thence one arpent and one half in front by about three arpents in depth, more or less, bounded on the South partly by the King's Highway and partly by lot Number three hundred and forty-one, belonging to Joseph Leblond; on the North by the land of the Railway; on the West by Thimothée D'Amours or representative and on the East partly by Edouard T. Pettigrew and partly by said lot No. 341, the said parcel of land is now known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Parish of Trois-Pistoles, as forming part of lot number three hundred and forty-two (Pt. 342)—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on **THURSDAY**, the **SIXTH** day of **AUGUST**, 1942, at **THREE** o'clock in the afternoon, at the parochial church door of Trois-Pistoles.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, June 23, 1942. [First publication, July 4, 1942]

E. A. DOUCET,
 Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, District of Kamouraska, N° 14984 } **L** **ÉOPOLD** **PEL-LETIER**, merchant, of Squatteck, plaintiff; against **PIERRE BOURGOIN**, of Squatteck, defendant.

Lot 2, Range East, Township of Auclair, bounded on the East by the division line between Ranges 10 and East; on the South by lot 3; on the West by little Lake Squatteck and on the North by lot 1.

With buildings thereon erected.
 To be sold on **FRIDAY**, the **SEVENTH** day of **AUGUST**, 1942, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Squatteck.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, June 30th, 1942. [First publication, July 4th, 1942]

E. A. DOUCET,
 Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Kamouraska
 No. 15383 } **J** **OSEPH** **DESROSIERS**, annuitant, of the parish of Ste-Rose du Dégelé, plaintiff; against **MOISE LAVOIE**, settler, of the same place, defendant.

The entire lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the Township Robinson, under number twenty-one of the Twelfth Range of the said Township, and part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the said Range and Township under number twenty, bounded on the South-West by the line of Range Ten, on the South-East by lot number twenty-one, on the North-West by lot number nineteen of said Range and

d'école, le dit lot numéro vingt mesurant treize chaînes et dix-neuf chainons de largeur sur une profondeur moyenne de cinquante et une chaînes et vingt chainons; les dits lots avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances (le dit emplacement ainsi déduit de la maison d'école a un demi arpent de largeur par un arpent de profondeur) le tout plus ou moins et sans garantie quant aux dimensions."

Ces deux lots pour être vendus ensemble.

Le demandeur saisissant est autorisé à exécuter pour les dépens en son nom.

Pour être vendu JEUDI le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT, 1942, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Jean de Lalande.

Le shérif,
Bureau du shérif, E. A. DOUCET.
Rivière du Loup, 22 Juillet 1942. 1625-30-2-0
[Première publication, 25 juillet 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME HANNAH
N° 209604 } CLARK, veuve de
George Kydd, demanderesse; vs DAME MER-
CEDES BEAUREGARD, veuve de Valmore
Beauchemin, défenderesse.

Ce certain lopin de terre ayant front sur l'avenue Victoria dans la cité de Montréal, Province de Québec, contenant en tout cinquante (50) pieds de largeur sur cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, ladite propriété connue et désignée comme étant la subdivision 41 du lot numéro 151 (151-41) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, avec ensemble l'édifice détaché, en brique solide, contenant deux (2) logements et le garage double dessus érigés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, le 30 juin 1942. 1494-27-2
[Première publication, le 4 juillet 1942]

Fieri Facias de Terris

Cour de Circuit.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
N° 172148 } D'ÉCOLE DU VIL-
LAGE DE SAINTE-ROSE, demandeurs; vs
J. A. ARCHAMBAULT, en sa qualité de cura-
teur à la succession vacante, de Joseph Raoul
Constantineau, en son vivant bourgeois, de la
Cité d'Outremont, défendeur.

"Une île de forme irrégulière et sans bâtisse située dans la rivière des Mille Îles, en la paroisse de Ste-Rose, connue et désignée sous le N° 441 du cadastre de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, contenant environ douze arpents et cinquante perches en superficie, plus ou moins sans garantie de mesure précise."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, le SIX AOÛT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 30 juin 1942. 1495-27-2-0
[Première publication, 4 juillet 1942]

Township, and on the North-East partly by the Seigniorship of Témiscouata and partly by the emplacement of a school house, the said lot number twenty measuring thirteen chains and nineteen links in width by a mean depth of fifty-one chains and twenty links; the said lots with buildings thereon erected, circumstances and dependencies (said emplacement thus deducted from the school house has a depth of one half arpent in width by one arpent in depth) the whole more or less and without warranty as to measurements.

These two lots to be sold together.

The plaintiff seizing is authorized to sue for costs in his own name.

To be sold THURSDAY the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon at the parochial church door of St. Jean de Lalande.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, July 22, 1942. 1625-30-2
[First publication, July 25th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME HANNAH
No. 209604 } CLARK, widow of
the late George Kydd, plaintiff; vs DAME MER-
CEDES BEAUREGARD, widow of the late
Valmore Beauchemin, defendant.

That certain lot of land fronting on Victoria Avenue in the City of Montreal, Province of Quebec, containing altogether fifty (50) feet in width by one hundred (100) feet in depth, English measure, more or less, the said property being known and designated as subdivision 41 of lot No. 151 (151-41) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, together with the detached solid brick building containing two (2) dwellings and double garage thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 30th, 1942. 1494-27-2-0
[First publication, July 4th, 1942]

Fieri Facias de Terris

Circuit Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COM-
No. 172148 } MISSIONERS OF
THE VILLAGE OF SAINTE-ROSE, plaintiffs;
vs J. A. ARCHAMBAULT, in his quality of
Curator to the vacant Estate of Joseph Raoul
Constantineau, in his lifetime gentleman, of
the City of Outremont, defendant.

An island of irregular figure, and without buildings, situate in the des Mille Îles river, in the Parish of Ste-Rose, known and designated under No. 441 on the cadastre for the Parish of Ste-Rose, County of Laval, containing about twelve arpents and fifty perches in area, more or less, without guarantee of exact measurement.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Sainte-Rose, County of Laval, on the SIXTH of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 30th, 1942. 1495-27-2
[First publication, July 4th 1942]

Fieri Facias de Terris

C. C.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **EMMA LAFRAMBOI-**
172031 } **SE, veuve de Cléophas**
St-Aubin, demànderesse; vs **J. E. LAMOTHE,**
défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Emile, en la cité de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur sur cent soixante-cinq pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, étant la redivision neuf cent soixante-une du lot originaire numéro cent vingt-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec la maison cottage portant le N° 10724 de la rue Emile, et autres bâtisses y érigées et les servitudes actives et passives y attachées, spécialement celle de passage et de vue établie en l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous N° 98, sur partie de l'emplacement susdécrit et partie de la redivision neuf cent soixante du dit lot originaire numéro cent vingt-six, ainsi que le tout se trouve présentement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT AOÛT prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$400 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Savard, daté le 17 juillet 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
L. P. CAISSE.
Montréal, 21 juillet 1942. 1627-30-2-o
[Première publication, 25 juillet 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH BRUNELLE,**
N° 4828 } **Demandeur; vs DAME**
THERÈSE LAURETTE BOULAIS, épouse séparée de biens de René Roch Rubin Charbonneau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Ste-Elisabeth, en la cité de Montréal, étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cents (200) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis, avec la maison et autres bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 1069 et 1071 de la rue Ste-Elisabeth.

2. Un emplacement situé sur la rue Casgrain, en la cité de Montréal, étant la moitié sud-est du lot connu sous le numéro deux mille cent quarante et un de la subdivision officielle du lot numéro dix (10-2141) du cadastre du village de la Côte St-Louis, laquelle moitié sud-est du lot contient dix-huit pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, et bornée en front par la rue Casgrain, en arrière par une ruelle, au côté nord-ouest par le résidu dudit lot N° (10-2141), et du côté sud-est par le lot de subdivision numéro deux mille cent quarante-deux dudit cadastre, avec les bâtisses portant les Nos civiques 6442 à 6446 de ladite rue Casgrain.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-P. CAISSE.
Montréal, 23 juillet 1942. 1628-30-2-o
[Première publication, 25 juillet 1942]

Fieri Facias de Terris

C. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **EMMA LAFRAMBOI-**
172031 } **SE, widow of Cléophas**
St-Aubin, plaintiff; vs **J. E. LAMOTHE,**
defendant.

An emplacement fronting on Emile street, in the city of Montreal, measuring thirty-five feet in width by one hundred and sixty-five feet in depth, English measure and more or less, being the redivision nine hundred and sixty-one of original lot number one hundred and twenty-six on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault-au-Récollet—with the cottage bearing No. 10724 Emile street and other buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto, especially that of passage and view established in the deed registered at the Registry Office of Montreal, under No. 98, on part of the emplacement above described and part of the redivision nine hundred and sixty of said original lot number one hundred and twenty-six, as the whole presently subsists.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Savard, dated the 17th July, 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Sheriff.
Montreal, July 21, 1942. 1627-30-2
[First publication, July 25, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S.C.—District of Iberville.

Montreal, to wit: } **JOSEPH BRUNELLE,**
No. 4828. } **Plaintiff; vs DAME**
THERÈSE LAURETTE BOULAIS, wife separate as to property of René Roch Rubin Charbonneau, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant.

1. An emplacement fronting on Ste-Elisabeth street, in the city of Montreal, being the lot of land known and designated under number two hundred (200) on the official plan and in the book of reference for St. Louis Ward—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 1069 and 1071 of said Ste-Elisabeth street.

2. An emplacement situate on Casgrain street, in the city of Montreal, being the south-east half of the lot known under number two thousand one hundred and forty-one of the official subdivision of lot number ten (10-2141) of the cadastre of the Village of Côte St-Louis, the said south-east half of the lot measures eighteen feet in width by sixty-six feet in depth, English measure more or less, and is bounded in front by Casgrain street, in rear by a lane, on the north-west side by the residue of said lot No. 10-2141, and on the south-east side by the lot of subdivision number two thousand one hundred and forty-two of the said cadastre — with the buildings bearing civic Nos. 6442 to 6446 of said Casgrain street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Sheriff.
Montreal, July 23, 1942. 1628-30-2
[First publication, July 25, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S.—District d'Iberville

Montréal, à savoir: { JOSEPH BRUNELLE,
N° 4829 } demandeur; vs DAME
T. LAURETTE BOULAIS & vir. & al., défen-
deresses.

Comme appartenant à Béatrice Bayard Bourdeau, l'une des défenderesses.

1. Un emplacement ayant front sur la rue St-Urbain, en la cité de Montréal connu et désigné comme étant les numéros douze cent huit et douze cent neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (Nos 11-1208 et 1209) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec maisons dessus érigées portant les nos civiques 4650 à 4660 de la dite rue St-Urbain et autres dépendances dessus érigées.

2. Un immeuble situé sur l'avenue Earnsliffe à Montréal, désigné sous le numéro cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-quatre (N° 64-165) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal contenant trente pieds de largeur sur quatre-vingt-deux pieds et huit pouces de profondeur dans la ligne sud-est, et quatre-vingt-deux pieds et sept pouces de profondeur dans la ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros 4954 et 4956 de l'avenue Earnsliffe, et dont le mur sud-est est mitoyen, le tout sujet aux droits et servitudes mentionnés en l'acte enregistré à Montréal sous N° 492606.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT AOÛT prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 juillet 1942.

[Première publication, 25 juillet 1942]

Le shérif,

L. P. CAISSE.

1629-30-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C.—District of Iberville

Montreal, to wit: { JOSEPH BRUNELLE,
No. 4829 } plaintiff; vs DAME T.
LAURETTE BOULAIS & vir & al, defendants.

As belonging to Béatrice Bayard Bourdeau, one of the defendants.

1. An emplacement fronting on St-Urbain street, in the city of Montreal, known and designated as being numbers twelve hundred and eight and twelve hundred and nine of the official subdivision of original lot number eleven (Nos. 11-1208 and 1209) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis—with the houses thereon erected bearing civic Nos. 4650 to 4660 of said St-Urbain street, and other dependencies thereon erected.

2. An immovable situate on Earnsliffe Avenue at Montreal, designaged under number one hundred and sixty-five of the official subdivision of original lot number sixty-four (No. 64-165) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal, measuring thirty feet in width by eighty-two feet and eight inches in depth in the South-East line, and eighty-two feet and seven inches in depth in the North-West line, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 4954 and 4956 Earnsliffe Avenue, and whereof the South-East wall is mitoyen, the whole subject to the rights and servitudes mentioned in the deed registered at Montreal under No. 492606.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Montreal, July 22, 1942.

[First publication, July 25th, 1942]

L. P. CAISSE,

Sheriff.

1629-30-2

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { IROQUOIS FUEL IM-
N° 207918 } PORT COMPANY
LIMITED, demanderesse; vs LES HÉRI-
TIERS DE FEU L'ABBÉ ADÉLARD DE-
LORME, défendeurs.

Tous les droits des défendeurs dans, et—ou un quart indivis d'un emplacement ayant front sur la rue Wolfe, en la Cité de Montréal, avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites notamment des maisons portant autrefois les numéros civiques 195 à 229, et portant actuellement les numéros civiques 1109 à 1131 de la dite rue Wolfe à Montréal, lequel dit emplacement est connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent soixante-quatorze (374) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques en la Cité de Montréal, avec toutes les servitudes actives et passives inhérentes aux susdits immeubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT SEPT AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 juillet 1942.

[Première publication, le 25 juillet 1942]

Le shérif,

L.-P. CAISSE.

1630-30-2-o

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: { IROQUOIS FUEL IM-
No. 207918 } PORT COMPANY
LIMITED, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE
ABBÉ ADÉLARD DELORME, defendants.

All the rights of the defendants in, and—or one undivided quarter of an emplacement fronting on Wolfe street, in the city of Montreal—with circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected, principally the houses bearing heretofore civic Nos. 195 to 229, and actually bearing civic Nos. 1109 to 1131 of said Wolfe street, Montreal, the said emplacement is known and designated as being lot number three hundred and seventy-four (374) on the official plan and in the book of reference for St. James Ward of the city of Montreal—with all the active and passive servitudes attached to the aforesaid immovables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,

Montreal, July 22, 1942.

[First publication, July 25th, 1942]

L. P. CAISSE,

Sheriff.

1630-30-2

Fieri Facias de Terris

C.S.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MYER SAGER, des
210792 } cité et district de
Montréal, faisant affaire seul sous les nom et rai-
son sociale de Lasalle Iron Works, demandeur;
vs J. SILVER et al, défendeurs.

Fieri Facias de Terris

S.C.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MYER SAGER, of the
210792 } city and district of
Montreal, carrying on business alone under the
firm name and style of Lasalle Iron Works,
Plaintiff; vs J. SILVER et al, Defendants.

Un emplacement de forme presqu' triangulaire situé en la cité de Montréal, ayant une superficie de 15,253 pieds carrés, mesure anglaise, composé des parties des subdivisions cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq et cent cinquante-six du lot numéro trois mille quatre cent sept (3407—Ptie 153, ptie 154, ptie 155 et ptie 156) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et étant borné comme suit: au sud par l'emprise du Chemin de fer Canadien National (vendue par Henry Hadley au Chemin de Fer du Grand Tronc, par acte de vente passé devant G.-R.-W. Kittson, notaire, le 15 juillet 1893), au nord-ouest par la subdivision cent cinquante-deux dudit lot (3407-152), au sud-est par une partie de la subdivision cent cinquante-sept dudit lot (3407-Ptie 157), et au nord-est par le lot 3469 et par les parties des lots 3408 et 3470 auxdits plan et livre de renvoi officiels (Ptie 3408, ptie 3470) avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1505, rue Cabot, y compris le système d'arrosage, bouilloire et appareils de chauffage à l'huile et un moteur de quinze c.v. Avec le droit de passage en voiture ou autrement, en aucun temps, sur la lisière de terrain d'environ 10 pieds de largeur, prise du coin sud-est de la subdivision 152 dudit lot (3407-152).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT AOÛT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$880 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Fortier, en date du 22 juillet 1942.

Bureau du shérif, Montréal, le 22 juillet 1942. [Première publication, 25 juillet 1942]

Le shérif, L.-P. CAISSE.

1631-30-2

MONTCALM
Cour Supérieure

Province de Québec, District de Montréal, No 184955 } MELLE MARIE-MEUDOXIE PAQUIN, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs RUDOLPH C. KELLER, résidant dans la cité et district de Montréal, défendeur.

Un lopin de terre composé: Premièrement de la "partie du lot numéro trente-cinq-"A" (P.35A) du quatrième rang (4) du cadastre officiel du canton de Clyde, bornée à l'ouest, au nord et à l'est par le résidu du même lot, lequel résidu appartient au vendeur, et bornée au sud par la partie du lot ci-après décrite en second lieu;

Deuxièmement de la partie du lot numéro trente-quatre "B" (P.34B) du quatrième rang du cadastre officiel du canton de Clyde, bornée au nord par la partie du lot ci-devant décrite en premier lieu, et à l'est, au sud et à l'ouest par le résidu du même lot, lequel résidu appartient au vendeur, avec bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Conception, VENDREDI, le VINGT-HUIT AOÛT 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Mont-Laurier, le 21 juillet 1942. [Première publication, 25 juillet 1942]

Le shérif, GOD. LAMARCHE.

1626-30-2

An emplacement of almost triangular figure situate in the city of Montreal, having an area of 15,253 square feet, English measure, being composed of portions of subdivisions one hundred and fifty-three, one hundred and fifty-four, one hundred and fifty-five and one hundred and fifty-six of lot number three thousand four hundred and seven (3407-Pt. 153, Pt. 154, Pt. 155 and Pt.156) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and being bounded as follows: to the south by the right of way of Canadian National Railway (sold by Henry Hadley to the Grand Trunk Railway by deed of sale executed before G. R. W. Kittson, notary, on July 15th, 1893), to the northwest by subdivision one hundred and fifty-two of said lot (3407-152), to the southeast by a portion of subdivision one hundred and fifty-seven of said lot (3407-Pt. 157) and to the northeast by lot 3469 and by parts of lots 3408 and 3470 on the said official plan and book of reference (Pt. 3408, pt. 3470) with the building thereon erected bearing the civic No. 1505 Cabot St., including the sprinkler system, boiler and oil heating apparatus and a fifteen H.P. motor, With the right of way by carriage or otherwise at any time in the tract of land taken off the southeast corner of subdivision 152 of said lot (3407-152) of about 10 feet in width.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$880.00, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Fortier, dated July 22nd, 1942.

Sheriff's Office, Montreal, July 22nd, 1942. [First publication, July 25th, 1942]

L. P. CAISSE, Sheriff.

1631-30-2-o

MONTCALM
Superior Court

Province of Quebec, District of Montreal, No. 184955 } MELLE MARIE-MEUDOXIE PAQUIN, spinster of the full age of majority, and in use of her rights, of the City and district of Montreal, Plaintiff; vs RUDOLPH C. KELLER, residing in the city and district of Montreal, Defendant.

A parcel of land composed: Firstly of "part of lot number thirty-five "A" (P. 35A) of the fourth range (4) of the official cadastre of the township of Clyde, bounded towards the west, the north and the east by the residue of same lot which residue belongs to the vendor, and bounded towards the south by the part of lot hereinafter described in second place;

Secondly of part of lot number thirty-four "B" (P. 34B) of the fourth range of the official cadastre of the township of Clyde, bounded towards the north by the part of lot hereinbefore described in first place and towards the east, the south and the west by the residue of same lot which belongs to the vendor, with building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of La Conception, FRIDAY, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Mont-Laurier, July 21st, 1942. [First publication, July 25th, 1942]

GOD. LAMARCHE, Sheriff.

1626-30-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Nicolet

Province de Québec, } ALEXANDRE DES-
N° 975 } ROSIERS, méde-
cin vétérinaire de St-Célestin, district de Nicolet,
demandeur; vs PIERRE BERGERON, de la
paroisse de St-Célestin, aujourd'hui décédé et
représenté par sa succession qui se compose de
Dame Delphine Cormier, son épouse, Zéphirim,
Yvanhoe et Aimé Bergeron, tous de la paroisse
de St-Célestin de Nicolet, et sujets aux droits
comme aux obligations dudit feu Pierre Bergeron,
en leur qualité d'héritiers à sa succession, défendeurs.

La moitié latérale et longitudinale sud-ouest
du lot numéro deux cent vingt et un (N° 221) au
cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la
paroisse de St-Célestin; de même qu'une autre
terre portant le numéro deux cent vingt-huit
(N° 228) pour la même paroisse, ci-devant pro-
priété du défendeur Pierre Bergeron, décédé, en
la possession de ses héritiers savoir: Dame Del-
phine Cormier, son épouse, Zéphirim, Yvanhoe
et Aimé Bergeron, tous de St-Célestin.

Cette terre sera revendue le VINGT CIN-
QUIÈME jour du mois d'AOÛT prochain, 1942,
à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin,
district de Nicolet, à DIX heures de l'avant-midi,
heure avancée.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, 20 Juillet, 1942. 1617-30-2-0
[Première publication, 25 juillet 1942]

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Nicolet

Province of Quebec, } ALEXANDRE DES-
No. 975 } ROSIERS, veteri-
nary surgeon, of St-Célestin, district of Nicolet,
plaintiff; vs PIERRE BERGERON, of the
parish of St-Célestin, now deceased and represent-
ed by his Estate which is composed of Dame
Delphine Cormier, his wife, Zéphirim, Yvanhoe
and Aimé Bergeron, all of the parish of St-Céles-
tin de Nicolet, and subject to the rights as well
as to the obligations of the said late Pierre
Bergeron in their quality of heirs to his estate,
defendants.

The South-West lateral and longitudinal half
of lot number two hundred and twenty-one (No.
221) of the official cadastre of the County of
Nicolet, for the parish of St-Célestin; as well as
an other farm bearing number two hundred and
twenty-eight (No. 228) of the same parish, here-
tofore the property of the defendant Pierre Berge-
ron, deceased, in the possession of his heirs name-
ly: Dame Delphine Cormier, his wife, Zéphirim,
Yvanhoe and Aimé Bergeron, all of St-Célestin.

The said land to be resold on the TWENTY-
FIFTH day of the month of AUGUST next,
1942, at the parochial church door of St-Céles-
tin, district of Nicolet, at TEN o'clock in the
forenoon, (Daylight Saving Time).

J. H. ROUSSEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, July 20, 1942. 1617-30-2-0
[First publication, July 25, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 4176-39 } L contre JOSEPH TAN-
GUAY, de notre Cité de Québec, dans notre
district de Québec, à savoir:

Le lot N° 652 (six cent cinquante-deux) du
cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la
Cité de Québec, étant un emplacement situé
côté Est de la rue Letellier, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de
Québec, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT pro-
chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 8 juillet 1942. 1542-28-2-0
[Première publication, 11 juillet 1942]
[Deuxième publication, 25 juillet 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 4176-39 } L against JOSEPH TAN-
GUAY, of Our City of Québec, in Our District of
Québec, to wit:

Lot No. 652 (six hundred and fifty-two) on the
official cadastre for St. Roch's ward, of the City
of Québec, being an emplacement situate on the
East side of Letellier street—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Québec,
on the FOURTEENTH day of AUGUST next,
at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 8th, 1942. 1542-28-2
[First publication, July 11th, 1942]
[Second publication, July 25th, 1942]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 845-42 } L contre LAURENT
LESAGE, notaire, de notre Cité de Québec,
dans notre district de Québec, en sa qualité
d'exécuteur testamentaire à la succession de feu
Geo. O. Dugal, en son vivant de notre Cité de
Québec, à savoir:

1. Les subdivisions Nos 74 et 75 (soixante-
quatorze et soixante-quinze) du lot N° 434
(quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel
pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier
Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant des
lots de terre situés sur la rue de la Normandie,
mesurant la première 20 pieds de front et la
deuxième 32 pieds de front sur 80 pieds de pro-
fondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 845-42 } L against LAURENT LE-
SAGE, notary, of Our City of Québec, in Our
District of Québec, in his quality of testamen-
tary executor to the Estate of the late Geo. O.
Dugal, in his lifetime of Our City of Québec, to
wit:

1. Subdivisions Nos. 74 and 75 (seventy-four
and seventy-five) of lot No. 434 (four hundred
and thirty-four) on the official cadastre for
Saint-Roch-Nord, now Jacques-Cartier ward of
the City of Québec, being lots of land situate in
"de la Normandie" street, measuring, the first
20 feet in front, and the second 32 feet in front
by 80 feet in depth, more or less, English measure
—with the buildings thereon erected, circumstan-
ces and dependencies.

2. Les subdivisions Nos 80 et 81 (quatre-vingt et quatre-vingt-un) du lot N° 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant des terrains vacants situés sur la rue de la Normandie, mesurant chacune 25 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Québec, ce 9 juillet 1942. L. LAPIERRE.
 1556-28-2-o
 [Première publication, 11 juillet 1942]
 [Deuxième publication, 25 juillet 1942]

Fieri Facias

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC,
 N° 3248-30 } contre PAUL DES-
 PRÉS, de notre Cité de Québec, dans notre Dis-
 trict de Québec, à savoir:

Les subdivisions 19 et 20 (dix-neuf et vingt), du lot N° 2341-C (deux mille trois cent quarante et un-C) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, de la Cité de Québec, étant des emplacements situés à St-Malo, contenant respectivement 30 pieds de front sur une profondeur de 68 pieds, mesure anglaise, le tout plus ou moins, bornés vers le nord par une ruelle (N° 2341-C-24), vers le sud par la rue St-Gabriel (St-Bernard vers l'est par le lot N° 2341-C-18, et à l'ouest par le lot N° 2341-C-21, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujettes, la subdivision 19, à une rente foncière annuelle et constituée de \$6.00, au capital de \$120.00, et la subdivision 20 à une rente foncière, annuelle et constituée de \$7.00, au capital de \$140.00, payables le 1er mai de chaque année à la Succession Tourangeau.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT HUITIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Québec, ce 22 juillet 1942. L. LAPIERRE.
 1618-30-2-o
 [Première publication, 25 juillet 1942]
 [Deuxième publication, 8 août 1942]

Fieri Facias
 Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
 N° 815-42 } contre ELZÉAR DION,
 de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu RAOUL RENAULT, en son vivant de la Cité de Québec, à savoir:

La subdivision 42 (quarante-deux) du lot N° 34 (trente-quatre) et la subdivision 42 (quarante-deux) du lot N° 35 (trente-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec (banlieue), maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des lots de terre formant partie de la propriété connue sous le nom de "Parc Québec", mesurant 25 pieds de front sur 77 pieds et 6 pouces de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT HUITIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Québec, ce 22 juillet 1942. L. LAPIERRE.
 1632-30-2-o
 [Première publication, le 25 juillet 1942]
 [Deuxième publication, le 8 août 1942]

2. Subdivisions Nos. 80 and 81 (eighty and eighty-one) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) on the official cadastre for Saint-Roch-Nord, now Jacques-Cartier ward of the City of Quebec, being vacant lots situate on "de la Normandie" street, each measuring 25 feet in front by 80 feet in depth, more or less, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
 Québec, July 9th, 1942. Sheriff.
 1556-28-2
 [First publication, July 11th, 1942]
 [Second publication, July 25th, 1942]

Fieri Facias

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
 No. 3248-30 } against PAUL DES-
 PRÉS, of Our City of Québec, in Our district of Québec, to wit:

Subdivisions 19 and 20 (nineteen and twenty), of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty-one-C) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur, of the city of Quebec, being emplacements situate at St-Malo, containing respectively 30 feet in front by a depth of 68 feet, English measure, the whole more or less, bounded on the North by a lane (No. 2341-C-24) towards the South by St-Gabriel street (St-Bernard) towards the East by lot No. 2341-C-18, and to the West by lot No. 2341-C-21—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subdivision 19 being subject to an annual and constituted ground rent of \$6.00, on the capital of \$120., and subdivision 20 to an annual and constituted ground rent of \$7.00 on the capital of \$140., payable the 1st of May of each year to the Tourangeau Estate.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
 Québec, July 22, 1942. Sheriff.
 1618-30-2
 [First publication, July 25, 1942]
 [Second publication, August 8, 1942]

Fieri Facias
 Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
 No. 815-42 } against ELZÉAR DION,
 of Our city of Québec, in Our district of Québec, in his quality of curator to the Estate of the late RAOUL RENAULT, in his lifetime of the city of Québec, to wit:

Subdivision 42 (forty-two) of lot No. 34 (thirty-four) and subdivision 42 (forty-two) of lot No. 35 (thirty-five) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec (banlieue), now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being of lots of land forming part of the property known under the name of "Parc Québec", measuring 25 feet in front by 77 feet and 6 inches in depth, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
 Québec, July 22, 1942. Sheriff.
 1632-30-2
 [First publication, July 25, 1942]
 [Second publication, August 8, 1942]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de St-François, } DAME CLEMMMA
 N° 2459. } MAY HINK-
 de St-François, veuve de feu Charles William }
 Clark, en son vivant, gérant d'hôtel dans la dite }
 cité de Sherbrooke, dit district, DORIS ELISA- }
 BETH CLARK, ELISABETH ANN CLARK, }
 toutes deux fileuses et majeures, et CHARLES }
 WILLIAM CLARK, sous-officier dans le Régiment }
 des Fusilliers, tous de la cité de Sherbrooke, }
 demandeurs; vs CHARLES R. BROWN, du }
 canton de Stanstead, district de St-François, }
 défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Tous ces certains terrains situés dans le canton de Stanstead, connus et désignés sur le plan cadastral et dans le livre de renvoi officiels pour le dit canton de Stanstead, comme étant la demie indivise du lot (687) six cent quatre-vingt-sept, et tous les lots huit cent dix-sept (817) huit cent vingt (820) huit cent vingt-et-un et huit cent vingt-deux (821-822); ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'Hôtel de Ville de Ayer's Cliff, JEUDI, le VINGT-SEPT du mois d'AOÛT prochain, à DIX heures a.m.

Le shérif,

Bureau du shérif, J. P. C. LEMIEUX.
 Sherbrooke, ce 22 juillet 1942. 1633-30-2-o
 [Première publication, 25 juillet 1942]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, }
 Province of Quebec, }
 District of St. Francis, } DAME CLEMMMA
 No. 2459. } MAY HINK-
 of St. Francis, widow of the late Charles William }
 Clark, in his lifetime, hotel-manager of Sher- }
 brooke, said district, DORIS ELISABETH }
 CLARK, ELISABETH ANN CLARK, both }
 spinsters of full age, and CHARLES WILLIAM }
 CLARK, non commissioned officer of the Sher- }
 brooke Fusilier Regiment, all of Sherbrooke, }
 said district, Plaintiffs; vs CHARLES R. }
 BROWN, of the Township of Stanstead, district }
 of St. Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain tracts of land situate in the Township of Stanstead, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said Township of Stanstead, as the undivided half of lot six hundred and eighty-seven (687), and the whole of lots eight hundred and seventeen (817), eight hundred and twenty (820), eight hundred and twenty-one and eight hundred and twenty-two (821-822); together with the buildings, betterments and improvements thereon erected and made.

To be sold "en bloc" at the door of the Town Hall of Ayer's Cliff, THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH of AUGUST next, at TEN a. m.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sherbrooke, this 22nd of July 1942. 1633-30-2-o
 [First publication, July 25th, 1942]

Lettres Patentes par Proclamation

Letters Patent by Proclamation

Canada,
 Province de Québec.
 [L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le conseil de la ville de Québec-Ouest, par sa requête basée sur la résolution numéro 3234 dudit conseil, adoptée le 7 janvier 1942, demande d'émettre des lettres patentes fixant la date des élections municipales au premier lundi juridique du mois d'octobre, au lieu du premier jour juridique de février;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 25 juin 1942, et conformément à l'article 173 du chapitre 233 des Statuts refondus de Québec, 1941, Nous avons fixé et, par les présentes lettres patentes, fixons la date des élections municipales dans la ville de Québec-Ouest au premier lundi juridique du mois d'octobre, au lieu du premier jour juridique de février.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner

Canada,
 Province of Quebec.
 [L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Council of the Town of Québec-West, by its petition based on the resolution No. 3234 of the said Council, adopted the 7th of January, 1942, requests that letters patent be issued fixing the date of the Municipal Elections to the first juridical Monday of the month of October, instead of the first juridical day of February;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated the 25th June, 1942, and in conformity with article 173 of chapter 233 of the Revised Statutes of Québec, 1941, We have fixed and, by these present letters patent do fix the date of the Municipal Elections in the town of Québec-West to the first juridical Monday of the month of October, instead of the first juridical day of February.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce SIXIÈME jour de JUILLET en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la Province,
1635-o JEAN BRUCHESI.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
1635

Assurance

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que l'Association d'Hospitalisation du Québec, constituée en corporation par la loi 6 George VI, chapitre 102, a obtenu le 1er mai 1942 le permis et l'enregistrement relatifs à une société de secours mutuels, conformément aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299 des Statuts Refondus de 1941, qui l'autorisent à émettre à ses membres-souscripteurs des contrats de services d'hôpital.

Le siège social de ladite Association est situé à 300 rue St-Sacrement, Montréal.

Le Lieutenant-gouverneur en conseil a exempté ladite Société de l'obligation de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec.

Daté du bureau du Service des assurances, département du Trésor, ce vingt-troisième jour de juillet 1942.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
1641-30-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the Quebec Hospital Service Association, incorporated by the Act 6 George VI, Chapter 102, has been licensed and registered on the 1st of May 1942 as a mutual benefit society, pursuant to the provisions of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes of 1941, and authorized to issue to its members or subscribers contracts of hospital services.

The head-office of the said Association is situate at 300 St. Sacrament Street, Montreal.

The Lieutenant-Governor in Council has exempted the said Association from the obligation of making a deposit with the Treasurer of the Province pursuant to the provisions of paragraph 5 of section 94 of the Québec Insurance Act.

Dated at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, this twenty-third day of July 1942.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
1641-30-2-o Superintendent of Insurance.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective, avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que les parties ci-après mentionnées, par l'entremise de "The Shipping Federation of Canada", lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Albert G. Baker, Ltd.; Alcoa Steamship Co. Inc.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; County Line, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.;
ci-après appelées les "compagnies";

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act, notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the parties hereinafter mentioned, through the medium of the Shipping Federation of Canada, have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Albert G. Baker, Ltd.; Alcoa Steamship Co. Inc.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; County Line, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.;
hereinafter called the "companies";

ET, D'AUTRE PART:

"The Quebec Ship Labourers' Benevolent Society", ci-après appelée les "débardeurs"; soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I.—a.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Québec.

b.—*Jurisdiction professionnelle*:—Le décret s'appliquera aux débardeurs employés au chargement et déchargement des navires océaniques dans le port de Québec.

Il est stipulé que la manutention des marchandises des wagons aux hangars ou aux entrepôts ne tombe pas sous le coup de la juridiction établie dans la paragraphe précédent.

II.—*Taux de salaires et durée du travail*:—a.—Pour le travail de jour, les heures de travail seront de 7.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; pour le travail exécuté pendant ces heures les manœuvres recevront soixante-dix (\$0.70) cents l'heure. De 5.00 p.m. à 7.00 a.m., le taux sera de salaire et demi, soit: \$1.05 l'heure.

b.—Tout travail exécuté pendant les heures de repas sera rémunéré au taux de salaire double, au taux en vigueur, excepté les dimanches où le travail pendant les heures des repas sera rémunéré au même taux que le travail exécuté pendant toute journée, c'est-à-dire, le double du taux basique de \$0.70 l'heure.

c.—Les débardeurs recevront, comme boni de guerre, sept (\$0.07) cents l'heure en plus des taux minima spécifiés à l'article II; toutefois, vu l'instabilité des conditions existantes en temps de guerre, cette clause pourra être révisée après avis de soixante (60) jours à cet effet.

d.—En plus des taux de salaire stipulés dans le décret, les débardeurs recevront, conformément aux dispositions de l'Ordre en Conseil fédéral C.P. 8253, et amendements, une indemnité de vie chère de sept cents (\$0.07) l'heure (en plus des taux en vigueur) le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fêtes, la dite indemnité ne devant pas être doublée pour les heures des repas, les dimanches et jours de fête. La dite indemnité de \$0.07 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe (4) de C.P. 8253, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique.

III.—*Durée du décret*:—Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942, et ainsi de suite, d'année en année, à moins et jusqu'à ce qu'une des parties ne fasse tenir à l'autre partie un avis par écrit à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1942 ou soixante (60) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 juillet 1942. 1640—o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction

AND, ON THE OTHER PART:

The Quebec Ship Labourers' Benevolent Society, hereinafter called the "longshoremen"; be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I.—a.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Port of Quebec.

b.—*Professional jurisdiction*:—The decree shall govern all longshoremen employed in loading and discharging ocean-going vessels in the Port of Quebec.

It is stipulated that the handling of merchandise from wagons to sheds or warehouses shall not be subject to the jurisdiction established in the preceding paragraph.

II.—*Rates of wages and duration of labour*:—a.—Day work shall be from 7.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. and the rate of pay for these pay periods shall be seventy (\$0.70) cents per hour. From 5.00 p.m. till 7.00 a.m., the rate of pay shall be time and one half, viz: \$1.05 per hour.

b.—Double time at the prevailing rate shall be paid for work done during meal hours, except that on Sundays the rate for working during meal hours shall be the same as the rate paid for Sunday work viz: double the basic rate of \$0.70 per hour.

c.—The longshoremen shall be paid, as a war bonus, seven (\$0.07) cents per hour in addition to the basic rates of pays specified in section II above, this provision, under changing war conditions, to be subject to revision upon sixty (60) day's notice.

d.—In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the decree, there shall be paid to longshoremen, under the terms of the Federal Order P.C. 8253, and amendments, a cost of living bonus at the rate of seven cents (\$0.07) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays, the said bonus of \$0.07 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 12, subsection (4) of P.C. 8253, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics.

III.—*Duration of the decree*:—The decree shall remain effective until December 31st, 1942 and thereafter, from year to year, unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary, at least sixty (60) days prior to December 31st, 1942 or sixty (60) days prior to December 31st, of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1942. 1640—o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of the

des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1743, du 11 juillet 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1751, du 24 juillet 1942, le tout, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 19 juillet 1942 au 19 juillet 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur listes de paye.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) Toutefois, sur les travaux de construction d'immeubles devant servir aux fins de défense nationale, les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs listes de paye et les salariés régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à 1/4 de 1% de leur rémunération.

Mode de Perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité peut mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au Comité Paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité Paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paye, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédant doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 6 de chaque mois.

Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire devra présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1942, 31 mars et 30 juin 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des Comtés de Roberval, Lac-St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, pour la période comprise entre le 19 juillet 1942 et le 19 juillet 1943.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES COMTÉS DE CHICOUTIMI, LAC ST-JEAN, ROBERVAL ET CHARLEVOIX-SAGUENAY

ÉTAT des recettes et déboursés probables pour la période s'étendant du 19 juillet 1942 au 19 juillet 1943.

counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, formed under decree No. 1743, of July, 11th, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council No. 1751, of July 24, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Assessments

The period of levy shall extend from July 19th, 1941, to July 19th, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their pay lists.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their wages.

c) However, on buildings construction works for purposes of national defence, the professional employers governed by the decree shall pay a sum equivalent to 1/2 of 1% of their pay lists and the employees governed by the decree shall pay to the Committee a sum equivalent to 1/4 of 1% of their wages.

Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, togetherwith the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 6th day of each month.

Financial Report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: September 30th, and December 31st, 1942, March 31st, and June 30th, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, for the period between July 19th, 1942, and July 19th, 1943.

PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF THE COUNTIES OF ROBERVAL, LAKE ST. JOHN, CHICOUTIMI AND CHARLEVOIX-SAGUENAY

ESTIMATE of the receipts and disbursements for the period between July 19, 1942, to July 19, 1943.

Revenus probables:

Cotisations des employeurs professionnels: ($\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ de 1%).....	\$ 14,710.50
Cotisations des salariés: ($\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ de 1%).....	14,710.50
	<u>\$29,421.00</u>

Dépenses probables:**Salaires:**

Administrateur, secrétaire et personnel du bureau.....	\$ 7,644.00
Inspecteurs.....	5,980.00
Dépenses d'inspection.....	5,800.00
Loyer, éclairage, taxe locative, etc.....	732.00
Impression et papeterie.....	1,360.00
Frais de poste et d'accise.....	985.00
Téléphone, télégraphe.....	310.00
Jetons de présence.....	1,080.00
Déplacement des membres en enquêtes spéciales.....	2,300.00
Audition.....	300.00
Assurances et dépréciation.....	430.00
Bureau des examinateurs.....	300.00
Divers et imprévu.....	2,200.00
	<u>\$ 29,421.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 juillet, 1942. 1636-0

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective, avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que les compagnies ci-après mentionnées comme partie de première part, lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Limited; County Line, Limited; Joseph Constantine Steamship Line, Limited; Montreal Australia New Zealand Line, Limited; Montreal Shipping Company, Limited; New Zealand Shipping Company, Limited; St. Lawrence Freighting Corporation; Shipping, Limited; The Robert Reford Co. Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; McLean Kennedy Limited; Elder Dempster Lines, Ltd.; International Mercantile Marine Co. (Can) Ltd.; Alcoa Steamship Company Inc.;"

ci-devant appelées les Compagnies;

Et, D'AUTRE PART:

"The International Longshoremen's Association", et son local affilié, numéro 375, ci-après appelés les débardeurs; soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions ci-après:

I. *Jurisdiction industrielle*: La juridiction industrielle du décret comprendra tous les océaniques venant dans le port de Montréal.

II. *Taux de salaires et durée du travail*: a. Les heures de travail seront distribuées entre 7.00 a.m. et 12.00 midi, et entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m.; durant ces périodes le taux de salaire sera de soixante-dix-sept (\$0.77) sous l'heure; entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m., le taux de salaire sera de quatre-vingt-sept (\$0.87) sous l'heure; et entre

Probable receipts:

Assessments of the professional employers: ($\frac{1}{2}$ and $\frac{1}{4}$ of 1%).....	\$ 14,710.50
Assessments of the employees: ($\frac{1}{2}$ and $\frac{1}{4}$ of 1%).....	14,710.50
	<u>\$ 29,421.00</u>

Probable expenses:**Salaries:**

Administrator, secretary and office staff.....	\$ 7,644.00
Inspectors.....	5,980.00
Inspection expenses.....	5,800.00
Rent, electricity, tenant's tax, etc.....	732.00
Printing and stationary.....	1,360.00
Stamps and excise duties.....	985.00
Telephone and telegraph.....	310.00
Meeting expenses.....	1,080.00
Travelling expenses re: special investigations.....	2,300.00
Audition.....	300.00
Insurances and depreciation.....	430.00
Board of examiners.....	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	2,200.00
	<u>\$ 29,421.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1942. 1636-0

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act, notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the Companies hereinafter mentioned as party of the first part, have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; County Line, Ltd.; Joseph Constantine Steamship Line, Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line, Ltd.; Montreal Shipping Co., Ltd.; New Zealand Shipping Co., Ltd.; St. Lawrence Freighting Corp.; Shipping Limited; The Robert Reford Co. Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; McLean Kennedy Limited; Elder Dempster Lines, Ltd.; International Mercantile Marine Co. (Can) Ltd.; Alcoa Steamship Company Inc.;

hereinafter called the companies;

And, ON THE OTHER PART:

The International Longshoremen's Association, and its affiliated Local 375, hereafter called the Longshoremen;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned according to the following conditions:

I. *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree shall comprise all ocean steamships coming into the harbour of Montreal.

II. *Rates of wages and duration of labour*: a. The working hours shall be between 7.00 a.m. and 12 o'clock noon, and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., during which periods the rate of pay shall be seventy-seven (\$0.77) cents per hour; and between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., during which period the rate of pay shall be eighty-seven (\$0.87).

minuit et 5.00 a.m., le taux de salaire sera de quatre-vingt-dix-sept (\$0.97) sous l'heure.

b. Salaire double sera payé les dimanches, la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la Confédération.

c. Lorsque les débardeurs seront requis de travailler pendant les heures des repas, ils recevront salaire double, au taux en vigueur, ainsi que pour toute autre heures subséquente, jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés pour les repas.

d. Les taux de salaires pour les ouvriers travaillant à la manipulation du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine et d'engrais chimique, au déplacement du charbon dans les soutes, au nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées avaient été placées, et au manèment de la cargaison dans des frigidaires laquelle doit être transportée à 32 degrés Fahrenheit ou même à une température plus basse, seront de quatre-vingt-douze (\$0.92) sous l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. et de un dollar (\$1.02) et deux sous l'heure pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et un dollar (\$1.12) et douze sous l'heure pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.

e. Les taux de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain seront de quatre-vingt-douze (\$0.92) sous l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; un dollar (\$1.02) et deux sous l'heure pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et une piastre (\$1.12) et douze sous pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.; l'écoulement du grain dans les conduits doit être arrêté pendant que les hommes descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) hommes doivent rester sur le pont durant ce temps, si nécessaire.

f. Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoutille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaires pour l'équipe entière seront de quatre-vingt-douze (\$0.92) sous l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., une piastre (\$1.02) et deux sous pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et une piastre (\$1.12) et douze sous pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.; ce paragraphe ne s'applique pas aux hommes travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

g. Vu la recommandation de "The Board of Conciliation and Investigation", sous la présidence de l'honorable juge J. G. Gillanders, en date du 25 avril 1940, les débardeurs recevront à titre de boni de guerre, un surplus de huit (\$0.08) cents sur les taux basiques spécifiés aux paragraphes "a" à "f" inclusivement.

h. Les heures fixées pour le commencement du travail de jour seront entre 7.00 a.m. et 7.30 a.m. et à 9.00 a.m., et entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m. Les hommes appelés pour 9.00 a.m., seront mis au travail à cette heure ou devront recevoir un minimum d'une (1) heure de salaire. Les hommes appelés pour 9.00 a.m. ne devront pas remplacer ceux appelés pour 7.00 a.m. ou 7.30 a.m.

i. Les hommes recevant l'ordre de travailler la nuit devront être appelés pour 7.00 p.m. et devront être payés à partir de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; ces hommes doivent recevoir un minimum de salaire d'une (1) heure, qu'ils soient mis au travail ou non. Les ordres pour les hommes requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 4.00 p.m. ou avant ce temps.

cents per hour; and between midnight and 5.00 a.m. during which period the rate of pay shall be ninety-seven (\$0.97) cents per hour.

b. Double time shall be paid on Sundays, St. John Baptist Day and Dominion Day.

c. When longshoremen are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged for meals.

d. The rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, shifting bunker coal, cleaning of holds in which the foregoing commodities have been stowed, and handling cargo in refrigerators which is to be transported at 32 degrees Fahrenheit or lower, shall be ninety-two (\$0.92) cents per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar (\$1.02) and two cents per hour for the period between 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and one dollar (\$1.12) and twelve cents per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.

e. The rates of wages for grain trimming and bagging shall be ninety-two (\$0.92) cents per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar (\$1.02) and two cents per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and one dollar (\$1.12) and twelve cents per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.; the running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

f. For work performed in open 'tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be ninety-two (\$0.92) cents per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar (\$1.02) and two cents per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and one dollar (\$1.12) and twelve cents per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

g. In view of the recommendation of the Board of Conciliation and Investigation, under the Chairmanship of Hon. Justice J. G. Gillanders, dated April 25th, 1940, the Longshoremen will be paid, as a war bonus, eight (8c) cents per hour in addition to the basic rates of pay specified in subsections "a" to "f" inclusive.

h. The starting times for day work shall be between 7.00 a.m. and 7.30 a.m., and at 9.00 a.m., and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m. Men called for 9.00 a.m., shall be put to work at that hour or paid a minimum of one (1) hour's pay. Men called at 9.00 a.m. shall not be used to replace men called at 7.00 a.m. or 7.30 a.m.

i. Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of one (1) hour shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 4.00 p.m.

j. Les hommes appelés le dimanche et les fêtes mentionnées au paragraphe "b" du présent article et qui ne seront pas mis au travail devront recevoir un minimum de salaire pour deux (2) heures de travail, au taux en vigueur, chaque fois qu'ils seront appelés.

k. Les parties à cette convention ont accepté les heures de travail définies dans ce décret à condition que les deux parties prennent toutes les mesures possibles pour assurer que la moyenne des heures de travail des ouvriers n'excède pas quarante-huit (48) heures par semaine suivant les dispositions du décret.

l. En plus des taux de salaire stipulés dans le décret, les débardeurs recevront, conformément aux dispositions de l'ordre en conseil fédéral C.P. 8253, et amendements, une indemnité de vie chère de sept cents (\$0.07) l'heure (en plus des taux en vigueur, le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fête), la dite indemnité ne devant pas être doublée pour les heures des repas, les dimanches et jours de fête. Ladite indemnité de \$0.07 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe (e) de C.P. 8253, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique.

III. *Garantie des compagnies*: En considération des entreprises et des obligations assumées par les débardeurs, les compagnies signataires aux présentes s'engagent et conviennent de fournir une obligation de \$2,000.00 émise par une compagnie d'assurance ou une compagnie de fiducie dûment incorporée qui agira aussi comme fidéicommissaire dans le but de garantir l'exécution de cette convention tel que convenu par lesdites compagnies.

IV. *Garantie des débardeurs*: En considération des échelles de salaires agréées par lesdites compagnies et de la cédule des conditions de travail et des autres entreprises assumées par les présentes, les débardeurs s'engagent:

a. A fournir une obligation de \$2,000.00 émise par une compagnie d'assurance ou une compagnie de fiducie, dûment incorporée qui agira comme fidéicommissaire dans le but de garantir l'exécution de cette convention tel que convenu par lesdits débardeurs.

b. A fournir les hommes nécessaires sous la juridiction des débardeurs pour accomplir le travail de débardeurs pendant la durée entière du décret.

c. Subordonnement aux paragraphes "h" et "i" de l'article II, à manœuvrer la malle, les bagages et messageries les dimanches, les jours de fête, les jours de semaine et en tout temps (excepté la fête du Travail) au taux de salaire en vigueur: le temps devant compter à partir de l'heure à laquelle les hommes sont appelés.

NOTE: Les compagnies conviennent sous réserve à cette clause en considération de l'article 90, chapitre 161 des Statuts Refondus du Canada, 1927, qui se lit comme suit:

"90. Est coupable d'un acte criminel, quiconque abandonne, ou empêche d'avancer ou de passer, ou volontairement retarde, dans son passage ou dans sa marche, la poste, ou un wagon, un train, une locomotive, un tender, un véhicule, un navire, un avion, un cheval ou autre animal transportant la poste sur un chemin de fer, sur un chemin public, ou sur une rivière, un canal ou une voie de communication par eau".

V. Les compagnies et les débardeurs consentent et conviennent par les présentes que les deux obligations de garantie de deux mille

j. Men ordered out on Sunday and holidays mentioned in subsection "b" of the present section and not commencing work shall receive a minimum of two (2) hours' pay at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not.

k. The parties hereto have agreed to the hours of work set forth in this decree with the provision that both parties shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week of the workers shall not exceed forty-eight (48) over the term of the decree.

l. In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the decree, there shall be paid to the longshoremen, under the terms of the Federal Order P.C. 8253, and amendments, a cost of living bonus at the rate of seven cents (\$0.07) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.07 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 12, subsection (e) of P.C. 8253, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics.

III. *Guarantee of the Companies*: In consideration of the undertakings hereby entered into and obligations assumed by the Longshoremen, the companies hereby undertake and agree to put up a bond of \$2,000.00 issued by a duly incorporated insurance or trust company who will also act as trustee for a guarantee of the due performance by them of this decree.

IV. *Guarantee of the Longshoremen*: In consideration of the scales of wages hereby agreed to by the Companies and the schedule or working conditions and other undertakings hereby entered into, the Longshoremen undertake and agree:

a. To put up a bond of \$2,000.00 issued by a duly incorporated insurance or trust company who will act as trustees for a guarantee of the due performance by them of this decree.

b. To supply the necessary men under the jurisdiction of the Longshoremen to perform the work of Longshoremen throughout the term of this decree.

c. Subject to paragraphs "h" and "i" of section II, to handle mail, baggage, express on Sundays, week days at all times and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

NOTE: The Companies agree under reservation of this clause in view of section 90, chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927, which states as follows:

"90. Every one who abandons, or obstructs, or willfully delays the passing or progress of any mail, or any car, train, locomotive engine, tender vehicle, vessel, air vessel, horse or animal employed in conveying any mail on any railway, public highway, river, canal or water communication, is guilty of an indictable offence."

V. The Companies and the Longshoremen hereby consent and agree that the two bonds of two thousand (\$2,000.00) dollars each herein

(\$2000.00) dollars chacune auxquelles il est référé dans ce décret seront gardées par les fidéicommissaires à condition que les obligations ainsi déposées par chacune des parties soient appliquées par lesdits fidéicommissaires en règlement de tout ou tous jugements ou ordre de toute Cour de la province de Québec, en tenant compte de la priorité d'inscription, en faveur de l'autre partie jusqu'à la terminaison du présent décret.

VI. Les débardeurs auront le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant sera élu à une assemblée générale des débardeurs.

VII. Les compagnies d'arrimages soussignées conviennent de remplir les conditions du présent décret, en ce qui touche tous les navires océaniques venant dans le port de Montréal pour lesquels elles sont entrepreneurs-arrimeurs:

"Brown and Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co., Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.; Howard Stevedoring Company."

VIII. *Dispositions spéciales: a.* Tous les contremaîtres et les hommes seront sous le contrôle du Surintendant de la Compagnie et/ou du contracteur-arrimeur, mais tous les ordres devront être donnés aux hommes par les contremaîtres respectifs.

b. Tout homme trouvé à fumer dans la cale, à voler ou sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être renvoyé en tout temps.

c. Tout employé supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi sera payé à compter de 7.30 a.m., 9.00 a.m. ou 1.30 p.m., jusqu'à midi ou 6.00 p.m., respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée, mais ledit employé supplémentaire peut être changé d'équipe si nécessaire.

d. Lorsqu'il faut qu'une équipe aille d'une place à une autre, après avoir reçu des ordres à cet effet, les hommes seront payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e. Lorsque l'on se servira de voitures à mains, à deux roues, deux (2) hommes seront employés sur la voiture lorsque la charge excèdera 800 livres, pesant net de la cargaison. Si la charge ne comporte qu'un morceau, la base peut être 850 livres.

f. Le fardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil si les hommes travaillent dans la cale.

g. Les baux des écoutes doivent être enlevés ou verrouillés lorsque les hommes travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h. Lorsqu'une cargaison en paquets est amoncelée dans le hangar, plus de 7 paquets de hauteur, ou lorsque le foin en balles est amoncelé dans le hangar plus de 5 balles de hauteur, un homme supplémentaire sera employé.

i. Pour le chargement ou le déchargement de vaisseaux, 1 à 2 surveillants à pied (walking bosses) par embarcadère seront employés à la volonté du surintendant de la compagnie et/ou du contracteur-arrimeur.

j. Les compagnies et/ou les contracteurs-arrimeurs auront le droit de juger de quelle manière les hommes de l'équipe seront distribués, et auront également le droit de se servir de glissoires ou employer toute autre méthode pratique et sûre de charger ou de décharger.

k. Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le présent décret sera soumise par le représentant des débardeurs sur les quais au surintendant de la compa-

referred to will be held by the trustees upon the understanding that the bonds so deposited by each of the parties shall be applied by the said trustees in payment in order of priority of time, of any and all judgments or orders of any Court in the Province of Quebec, in favour of the other party until the termination of this decree.

VI. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

VII. The undersigned Stevedoring Companies agree to fulfil the terms of the present Agreement, in respect of all ocean steamships coming into the harbour of Montreal for which they are stevedoring contractors:

Brown & Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co., Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.; Howard Stevedoring Company.

VIII. *Special provisions: a.* All foremen and men shall be under the control of the Company's Superintendent and/or Contracting Stevedore, but all orders to the men shall be given through their respective foremen.

b. Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c. Any extra man called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 7.30 a.m., 9.00 a.m. or 1.30 p.m., until noon or 6.00 p.m., respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d. When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e. When using two-wheeled handtrucks two (2) men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs., net weight of cargo. If one piece, it may be 850 lbs.

f. Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g. Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

h. When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up in the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i. Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Company's Superintendent and/or Contracting stevedore.

j. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k. Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the company's superintend-

gnie et/ou au contracteur-arrimeur, et non pas aux employés. Aucun officier des compagnies ou des débardeurs n'a le droit de faire des changements dans cette cédule de conditions de travail. Dans le cas où une dispute ne pourrait être réglée entre les parties aux présentes, quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les hommes continueront à travailler et telle dispute sera soumise à un comité d'arbitrage formé de trois (3) membres, un choisi par les compagnies, un par les débardeurs et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité siègera sans délai inutile, et une décision de la majorité sera finale et liera les deux parties.

IX. *Déchargement d'un vaisseau: a.* Seize (16) hommes formeront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison sur voitures à mains, et lorsque ce nombre d'hommes est employé, ni la charge de l'élingue ni celle de la voiture n'excèdera 1,200 livres, pesanteur nette de la cargaison, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

b. Seize (16) hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques et/ou remorques, et quand ce nombre d'hommes sera employé, le charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,000 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet. Il n'y aura pas moins de six (6) hommes dans la cale.

c. Seize (16) hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison sur les quais ou sur les chars, quand cette cargaison ne sera pas déchargée au moyen de voitures à mains, camions mécaniques et/ou remorques, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 1,600 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

d. Dix-huit (18) hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,000 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

e. Les compagnies et/ou les contracteurs arrimeurs auront le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" et dans tel cas, ils ou elles devront augmenter le nombre d'hommes de l'équipe; ils auront le droit de juger quel sera le nombre d'hommes supplémentaire nécessaire. Toutefois, dans le cas de chargement de farine (sacs de 140 lbs), et lorsque les camions à main ordinaire sont employés, il y aura huit hommes dans la cale lorsque la charge de l'élingue n'excède pas 10 sacs, et dix hommes dans la cale, lorsque la charge de l'élingue dépasse 10 sacs mais ne compte pas plus de 15 sacs. Lorsque les camions et remorques sont employés dans le hangar seulement, il y aura huit hommes dans la cale lorsque la charge de l'élingue ne dépasse pas 12 sacs, et dix hommes dans la cale lorsque la charge de l'élingue dépasse 12 sacs mais ne compte pas plus de 15 sacs.

f. Nonobstant les paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) seront les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

ent and/or contracting stevedore, and not with the men. No official of the companies or of the Longshoremen has the right to make any changes in this schedule of working conditions. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto, as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three (3) members, one selected by the companies, one by the Longshoremen, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

IX. *Unloading of a ship: a.* Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,200 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package. Not less than six (6) men in the hold.

c. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on the wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d. Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed. However, in the case of loading flour (140 lb. bags), and when ordinary handtrucks are used, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 10 bags, and ten men in the hold when the slingload is over 10 bags, but not over 15 bags. When trucks and trailers are used only in the shed, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 12 bags, and ten men in the hold when the slingload is over 12 bags, but not over 15 bags.

f. Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities.

Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs:

Sacs: 320 lbs. 5 par élingue
 Sacs: 275 à 230 lbs. 7 par élingue
 Sacs: 230 à 180 lbs. 8 par élingue
 Sacs: moins de 180 lbs. 10 par élingue
 (poids net de la cargaison, 5% de marge)

Pâte de bois en balles:

Balles au-dessus de 280 lbs. 6 par élingue
 Balles 280 à 160 lbs. 8 par élingue
 Balles moins de 160 lbs. 10 par élingue
 (et pas moins de 20 hommes par équipe)

Ferblanc: 10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2,240 livres, poids net de la cargaison, quand elle est déchargée sur des camions mécaniques et/ou remorques, ou quand elle est déchargée dans un autre vaisseau.

Bois de construction: 35 pieds de longueur ou plus, un par élingue de la cale et déchargé sur toute voiture; mais quand il est déchargé du pont, deux ou plus par élingue selon les dimensions. Bois de 8 x 8, 20 pieds de longueur: 6 par élingue.

Caoutchouc: (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

X. *Chargement d'un navire:* a. Seize (16) hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures à mains, et quand ce nombre d'hommes sera atteint ni la charge de l'élingue ni celle de la voiture ne devra excéder 1,400 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

b. Seize (16) hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des chars quand les voitures à mains ou à moteur ne sont pas employés et quand ce nombre d'hommes sera atteint, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 1,600 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

c. 1. Seize (16) hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de camions à moteur et/ou remorques, quand les camions et/ou les remorques ne sont pas chargés par les débardeurs, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,240 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

2. Dix-sept (17) hommes (ne comprenant pas le conducteur d'un remorqueur) constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de camions à moteur et/ou de remorques, quand les camions et/ou les remorques sont chargés par les débardeurs, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,240 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

d. Dix-huit (18) hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,000 livres, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

e. Les compagnies et/ou les contracteurs-arri-meurs auront le droit en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article, et dans tel cas, ils ou elles devront augmenter le

Raw sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels:

Bags, 320 lbs. 5 per sling
 Bags, 275 to 230 lbs. 7 per sling
 Bags, 230 to 180 lbs. 8 per sling
 Bags, under 180 lbs. 10 per sling
 (net weight of cargo, 5% margin)

Baled Woodpulp:

Bales over 280 lbs. 6 per sling
 Bales 280 to 160 lbs. 8 per sling
 Bales under 160 lbs. 10 per sling
 (and not less than 20 men in gang)

Tinplate: 10 boîtes per sling, or equivalent, not to exceed, 2,240 lbs., net weight of cargo, when unloaded on to mechanical trucks and/or trailers, or when unloaded into another vessel.

Timber: 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs. each) 6 bales per sling.

X. *Loading of a ship:* a. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men are employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

c. 1. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are not loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

2. Seventeen (17) men (excluding driver of two motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d. Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present section, and in such event they shall increase the number of men

nombre d'hommes de l'équipe mais auront le droit de juger quel sera le nombre d'hommes supplémentaire nécessaire.

f. Nonobstant les paragraphes "a" à "e" inclusivement, du présent article, les charges de l'élingue seront les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Rouleaux de papier:

Jusqu'à 500 livres..... 3 par élingue
 500 à 1,000 livres..... 2 par élingue
 Au-dessus de 1,000 livres..... 1 par élingue
 (Lorsque chargés des voitures à mains)

Cuivre:

Jusqu'à 1,000 livres..... 2 par élingue
 Au-dessus de 1,000 livres..... 1 par élingue

Sapin et bois de construction:

Planches de pin et de sapin, 3", 12 morceaux par élingue, excepté les planches de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Planches de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin, 1", 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges) équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (bouts de planches), 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches), 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches), 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch), 4", 10 morceaux; bouleau 3", 12 morceaux; bouleau 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, sera considéré comme du bois long et la charge sera de 10 morceaux.

Les quantités ci-haut mentionnées de bois blanc et/ou de construction couvrent les opérations faites au moyen de voitures à mains seulement. Quand des camions à moteur et/ou des remorques sont utilisés, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des chars ou des quais découverts au vaisseau sera considéré comme opération séparée lorsque l'on ne se servira pas de voitures ou remorques, et la charge de l'élingue devra être conforme aux conditions existantes, l'équipe pour cette opération ne devant pas compter moins que seize (16) hommes.

Les compagnies conviennent de nommer un petit comité qui rencontrera un comité semblable des débardeurs, quand cela sera nécessaire, dans le but de régler tout grief légitime qui peut s'élever en rapport avec les dispositions de ce paragraphe.

XI.—*Durée du décret.*—Le décret se continuera jusqu'au 31 décembre 1942 et par après d'année en année à moins que ou jusqu'à ce que l'une ou l'autre des parties donne un avis par écrit à l'autre partie, à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre 1942 ou soixante (60) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, ce 25 juillet, 1942.

1637-0

in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f. Notwithstanding subsections "a" to "e" inclusive of the present section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:

Rolls of Paper:

Up to 500 lbs..... 3 per sling
 500 to 1,000 lbs..... 2 per sling
 Over 1,000 lbs..... 1 per sling
 (when loading from handtrucks).

Copper:

Up to 1,000 lbs..... 2 per sling
 Over 1,000 lbs..... 1 per sling

Deals and Lumber:

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw brich, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in length, 3" thick, will be considered as long timber, and the load will be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and/or lumber cover operations with handtrucks only. When mechanical trucks and/or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship will be a separate operation when no truck or trailer is used, and the slingload shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

The Companies agree to appoint a small committee, which shall meet a similar committee of the Longshoremen, when necessary, for the purpose of adjusting any legitimate grievance which may arise in connection with the provisions of this paragraph.

XI.—*Duration of the decree.*—The decree shall remain effective until the 31st of December 1942 and thereafter from year to year unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty (60) days prior to December 31st, 1942, or sixty (60) days prior to December 31st of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
 Quebec July 25th, 1942.

1637-0

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective, avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que les parties ci-après mentionnées, lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Alcoa Steamship Co.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy & Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.; County Line Ltd.; ci-après appelées les "compagnies";

Et, D'AUTRE PART:

Le local N° 1605 de l'"International Longshoremen's Association", ci-après appelés les "vérificateurs"; soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions ci-après:

I.—*a.—Jurisdiction territoriale.*—La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Québec.

b.—Jurisdiction industrielle.—Le décret s'appliquera aux vérificateurs travaillant sur les navires océaniques dans le port de Québec. Le présent décret régit seulement les vérificateurs payés à l'heure et ne s'applique pas aux employés payés à la semaine ou au mois qui peuvent être engagés par les compagnies pour exécuter l'ouvrage d'un vérificateur ou tout autre travail sur les quais du port de Québec.

II.—*Taux de salaires et durée de travail.*—*a.*—Pour le travail de jour, les heures de travail seront de 7.00 a.m. à 5.00 p.m.; pour tout travail exécuté durant ces heures, les vérificateurs recevront un minimum de cinquante-cinq (\$0.55) sous l'heure.

b.—Pour le travail de nuit, les heures de travail seront distribuées entre 5.00 p.m. et 7.00 a.m.; durant cette période, les vérificateurs seront rémunérés à raison de soixante-cinq (\$0.65) sous l'heure.

c.—Les employés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit recevront un minimum de deux (2) heures de travail au taux en vigueur.

d.—Le double du taux en vigueur sera payé aux vérificateurs pour tout travail exécuté les dimanches (i.e. entre minuit le samedi et minuit le dimanche).

e.—En plus des taux de salaire stipulés dans le décret, les vérificateurs recevront, conformément aux dispositions de l'ordre en conseil fédéral C. P. 8253, et amendements, une indemnité de vie chère de neuf cents (\$0.09) l'heure (en plus des taux en vigueur, le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fête), la dite indemnité ne devant pas être doublée pour les heures des repas, les dimanches et jours de fête. La dite indemnité de \$0.09 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe (e) de C. P. 8253, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique.

III.—*Durée du décret.*—Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942 et se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins ou jusqu'à ce qu'une ou l'autre des parties ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, au moins trente (30) jours avant

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the parties hereinafter mentioned, have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co.; Canadian Import Company; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Furness Withy Co. Ltd.; Robert Reford Co., Ltd.; County Line Ltd.; hereinafter called the "Companies";

And, ON THE OTHER PART:

Local No. 1605, International Longshoremen's Association, hereinafter called the "Checkers";

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned, according to the following conditions:

I.—*a.—Territorial jurisdiction.*—The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the port of Québec.

b.—Industrial jurisdiction.—The decree shall apply to checkers employed on ocean-going vessels in the port of Québec. The present decree governs only hourly-paid checkers and does not govern any weekly or monthly-paid employees who may be employed by the companies in checking and other work on the wharves at the port of Québec.

II.—*Rates of wages and duration of labour.*—*a.*—Day work shall be from 7.00 a.m. to 5.00 p.m. and for work done during that period, checkers shall receive not less than fifty-five (\$0.55) cents per hour.

b.—Night work shall be from 5.00 p.m. to 7.00 a.m. and for work done during that period, checkers shall be paid not less than sixty-five (\$0.65) cents per hour.

c.—When checkers are put to work, day or night, they shall receive not less than two (2) hours at the prevailing rate.

d.—Double time at the prevailing rates shall be paid to checkers for all work done on Sundays (i.e. between midnight Saturday and midnight Sunday).

e.—In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the decree, there shall be paid to the checkers, under the terms of the Federal Order P. C. 8253, and amendments, a cost of living bonus at the rate of nine cents (\$0.09) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.09 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 12, subsection (e) of P. C. 8253, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics.

III.—*Duration of the decree.*—The decree shall remain effective until the 31st of December 1942 and shall be renewed automatically from year to year, thereafter, unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary, at least thirty (30) days prior to

le 31 décembre 1942 ou trente (30) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 juillet 1942. 1639-0

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les compagnies ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Robert Reford Co. Ltd., Furness Withy & Co. Ltd., Canadian National Steamships, Canadian Pacific Steamships, Ltd., McLean Kennedy Limited, County Line, Limited, Montreal Australia New Zealand Line, New Zealand Shipping Co. Ltd., Elder Dempster Lines, Ltd., International Mercantile Marine Co. (Can) Ltd., Montreal Shipping Co. Ltd., Alcoa Steamship Company Inc., Joseph Constantine Steamship Line, Shipping Limited, St. Lawrence Freighting Corp. Ltd., ci-après appelées les compagnies;

Et, D'AUTRE PART:

"The International Longshoremen's Association" et son local affilié, numéro 1552; ci-après désignée sous le nom de "doubleurs"; soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et du métier visés, suivant les conditions ci-après:

I.—*Jurisdiction*:—a.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Montréal.

b.—*Jurisdiction industrielle*:—Le décret s'appliquera à tout travail de réparation sur vaisseaux arrêtés dans le port en vue de charger ou décharger du grain et des bestiaux, et à tout travail exécuté avec du bois touchant les appareils de débarquement, excepté où des hommes permanents sont employés à cette fin; dans ce cas, cette disposition se rapportant aux appareils de débarquement ne s'applique pas.

Le décret s'appliquera à tous les vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, et qui sont sous la juridiction des compagnies.

II.—*Garantie des compagnies*:—En considération des engagements pris par les présentes et des obligations assumées par les doubleurs, les compagnies, par les présentes, s'engagent à fournir un cautionnement de \$500.00 par l'entremise d'une compagnie d'assurance dûment organisée comme garantie de la mise à exécution, en autant qu'ils sont concernés, des dispositions du présent décret.

III.—*Garantie des doubleurs*:—En considération de l'acceptation de l'échelle de salaires et des heures de travail et de tous autres engagements pris par les présentes, les doubleurs s'engagent:

a.—À fournir un cautionnement de \$500.00 par l'entremise d'une compagnie d'assurance

December 31st, 1942 or thirty (30) days prior to December 31st, of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the contracting parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1942. 1639-8

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the companies hereinafter mentioned have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Robert Reford Co. Ltd., Furness Withy & Co. Ltd., Canadian National Steamships, Canadian Pacific Steamships, Ltd., McLean Kennedy Limited, County Line, Limited, Montreal Australia New Zealand Line, New Zealand Shipping Co. Ltd., Elder Dempster Lines, Ltd., International Mercantile Marine Co. (Can) Ltd., Montreal Shipping Co. Ltd., Alcoa Steamship Company Inc., Joseph Constantine Steamship Line, Shipping Limited, St. Lawrence Freighting Corp. Ltd., hereinafter called the companies;

AND, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its affiliated Local 1552, hereinafter called the Shipliners;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trade concerned, according to the following conditions:

I.—*Jurisdiction*:—a.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b.—*Industrial jurisdiction*:—The decree shall cover all fitting of vessels lying in the Harbour for grain and cattle, and all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed, then this part of the clause referring to gear men does not apply.

The decree shall apply to all ocean steamships, coming into the harbour of Montreal, under the Companies' jurisdiction.

II.—*Guarantee of the Companies*:—In consideration of the undertakings hereby entered into and the obligations assumed by the Shipliners, the Company hereby undertakes and agrees to put up a bond of \$500.00 through a duly organized surety company as a guarantee for the due performance by them of this decree.

III.—*Guarantee of the Shipliners*:—In consideration of the scale of wages hereby agreed to by the Companies and the schedule of working hours and other undertakings hereby entered into the shipliners undertake and agree:

a.—To put up a bond of \$500.00 through a duly organized surety company as guarantee for

dûment organisée comme garantie de la mise à exécution, en autant qu'ils sont concernés, des dispositions du présent décret.

b.—A fournir les hommes nécessaires, sous leur juridiction, pour exécuter le travail des doubleurs pendant la durée de ce décret.

c.—A accepter et se conformer à l'échelle de salaires et aux heures de travail, mentionnées dans le présent décret, pendant toute sa durée.

IV.—Les compagnies et les doubleurs acceptent, par les présentes, que les cautionnements de \$500.00 chacun, ci-haut mentionnés, soient émis par une compagnie d'assurance à condition que le montant desdits cautionnements soit employé par ladite compagnie d'assurance pour le paiement, par ordre de priorité du temps, de tout jugement ou ordre de toute Cour de la Province de Québec en faveur de l'autre partie, mais, à l'expiration de ce décret, chaque cautionnement sera annullé et retourné par chaque partie à l'autre moins les montants payés en vertu des dispositions de ce paragraphe.

V.—Taux de salaire et durée du travail:—a.— Les heures de travail et les taux de salaires seront les suivants:

	Salaire horaire:
<i>Distribution des heures de travail:—</i>	
de 7.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.....	\$ 0.77
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.....	0.87
de minuit à 5.00 a.m.....	0.97

b.—Salaire double sera payé les dimanches, la St-Jean-Baptiste et le jour de la Confédération.

c.—Les doubleurs requis de travailler durant les heures des repas recevront salaire double, au taux réglementaire, et pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés pour les repas.

d.—Les doubleurs requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au tarif réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils recevront un minimum d'une (1) heure de salaire.

e.—Le travail exécuté dans les cales des vaisseaux, ayant contenu ou contenant des charges de soufre ou d'engrais chimique et où il y a usage partiel ou entier de vieux bois sera sujet aux conditions suivantes:

	Salaire horaire:
<i>Distribution des heures de travail:—</i>	
de 7.00 a.m. à 6.00 p.m.....	\$ 0.87
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.....	0.97
de minuit à 5.00 a.m.....	1.07

L'exécution du travail, à l'aide de bois neuf, sera sujette aux conditions suivantes:

	Salaire horaire:
<i>Distribution des heures de travail:—</i>	
de 7.00 a.m. à 6.00 p.m.....	\$ 0.77
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.....	0.87
de minuit à 5.00 a.m.....	0.97

f.—Les heures du commencement du travail de jour seront entre 7.00 a.m., 7.30 ou 9.30 et entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m. Les hommes appelés pour 9.00 a.m., seront mis au travail à cette heure et rémunérés pour un minimum d'une (1) heure de travail.

g.—Vu la recommandation de "The Board of Conciliation and Investigation", sous la présidence de l'honorable juge J.-G. Gillanders, en

the due performance by them of this decree.

b.—To supply the necessary men under their jurisdiction to perform the work of the Shipliners throughout the term of this decree.

c.—To accept and adhere to the scale of wages and schedule of working hours herein set forth during the term of this decree.

IV.—The Companies and the Shipliners hereby consent and agree that the bonds of \$500.00 each hereinabove referred to, will be put up by a surety company upon the understanding that the amount of the said bonds shall be applied by the said surety company in payment in order of priority of time, of any and all judgment or orders of any Court in the Province of Quebec in favour of the other party, but, upon the expiration of this decree, each bond will be cancelled and returned by each party to the other, less the amount paid hereunder.

V.—Rate of wages and duration of labour:—a.—The hours of labour and the rates of wages shall be the following:

	Hourly rates:
<i>Distribution of the hours of labour:—</i>	
from 7.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.....	\$ 0.77
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.....	0.87
from midnight to 5.00 a.m.....	0.97

b.—Double time shall be paid on Sundays, St. John the Baptist's Day and Dominion Day.

c.—Should the shipliners be required to work during meal hours, they shall receive double time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals.

d.—The shipliners required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour, until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of one (1) hour's pay.

e.—For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

	Hourly rates:
<i>Distribution of the hours of labour:—</i>	
from 7.00 a.m. to 6.00 p.m.....	\$ 0.87
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.....	0.97
from midnight to 5.00 a.m.....	1.07

Should work be performed with new wood, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

	Hourly rates:
<i>Distribution of the hours of labour:—</i>	
from 7.00 a.m. to 6.00 p.m.....	\$ 0.77
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m.....	0.87
from midnight to 5.00 a.m.....	0.97

f.—Starting time for day work shall be between 7.00 a.m., 7.30 a.m. or 9.30 a.m. and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m. Men called for 9.00 a.m., shall be put to work at that hour and paid a minimum of one (1) hour's pay.

g.—In view of the recommendation of the Board of Conciliation and Investigation, under the Chairmanship of Hon. Justice J. G. Gillan-

date du 25 avril 1940, les doubleurs recevront à titre de boni de guerre, un surplus de huit (8c) cents sur les taux basiques spécifiés dans le présent article.

h.—Lorsque les doubleurs sont employés au nettoyage des cales ayant contenu du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique et de charbon, le taux de salaire sera quatre-vingt-douze cents (\$0.92) l'heure pour le travail exécuté entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., une piastre et deux cents (\$1.02) l'heure pour le travail exécuté entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m., et une piastre et douze cents (\$1.12) l'heure pour le travail exécuté entre minuit et 5.00 a.m.

i.—En plus des taux de salaire stipulés dans le décret, les doubleurs recevront, conformément aux dispositions de l'ordre en conseil fédéral C. P. 8253, et amendements, une indemnité de vie chère de sept cents (\$0.07) l'heure (en plus des taux en vigueur, le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fêtes), la dite indemnité ne devant pas être doublée pour les heures des repas, les dimanches et jours de fêtes. La dite indemnité de \$0.07 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe (e) de C. P. 8253, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique.

VI.—*Dispositions spéciales*:—a.—L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser alors que les hommes descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) hommes se tiendront sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

b.—Il y aura emploi d'une équipe minimum de douze (12) hommes dans les cales n'ayant pas de cloison étanche permanente, étendue en longueur, s'il y a nécessité de panneaux destinés à dévier la direction de la cargaison, en avant et en arrière; toutefois, les membres de cette équipe peuvent être affectés à l'exécution d'opérations mineures, telles que l'installation des séparations alors que l'équipe continue son travail. Si les doubleurs ne peuvent fournir le nombre d'hommes requis, les compagnies et/ou les contracteurs-arrimeurs auront toute latitude dans la distribution des hommes qu'ils peuvent se procurer.

VII.—Les parties aux présentes acceptent la distribution des heures de travail mentionnée dans ce décret à condition que les deux parties prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que le nombre hebdomadaire des heures de travail excède quarante-huit (48) pendant la durée de ce décret.

VIII.—Les compagnies d'arrimage suivantes s'engagent à observer les dispositions du présent décret lorsqu'elles peuvent s'appliquer à tout travail exécuté sur tout vaisseau océanique venant dans le port de Montréal pour lequel ils sont contracteurs-arrimeurs:

"Brown and Ryan, Limited;
Economic Stevedoring Company;
Peter W. Ferns;
Eastern Canada Stevedoring Company;
Montreal Shiplining Company, Limited;
Wolfe Stevedores, Limited;
Empire Stevedoring Company;
Howard Stevedoring Company."

IX.—*Durée du décret*:—Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1942 et, subséquentement, d'année en année, à moins ou jusqu'à ce qu'une ou l'autre des parties donne à l'autre partie un avis écrit, à ce contraire, au moins soixante (60) jours avant le 31 décembre

dated April 25th, 1940, the Shipliners will be paid as a war bonus, eight (8c) cents per hour in addition to the basic rates of pay specified in the present section.

h.—Where shipliners are employed for cleaning of holds in which nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, and coal has been stowed, the rate of pay shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the periods between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.

i.—In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the decree, there shall be paid to the shipliners, under the terms of the Federal Order P.C. 8253, and amendments, a cost of living bonus at the rate of seven cents (\$0.07) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.07 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 12, subsection (e) of P.C. 8253, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index for the Dominion as a whole, prepared by the Dominion Bureau of Statistics.

VI.—*Special provisions*:—a.—The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b.—A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when holds require shifting boards fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, but members of this gang, can be utilized for minor work such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shipliners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and/or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

VII.—The parties hereto have agreed to the hours of work set forth in this decree with the proviso that both parties shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week of the workers shall not exceed forty-eight (48) over the term of the decree.

VIII.—The following stevedoring companies agree to fulfil the terms of the foregoing agreement, in respect of all ocean steamships coming into the Harbour of Montreal, for which they are stevedoring contractors:

"Brown and Ryan, Ltd.;
Economic Stevedoring Co.;
Peter W. Ferns;
Eastern Canada Stevedoring Co.;
Montreal Shiplining Co., Ltd.;
Wolfe Stevedores, Ltd.;
Empire Stevedoring Co.;
Howard Stevedoring Company."

IX.—*Duration of the decree*:—The decree shall remain effective until the 31st of December 1942 and thereafter from year to year unless or until either party serves written notice to the other party, to the contrary, at least sixty (60) days prior to December 31st, 1942, or sixty (60)

1942, ou soixante (60) jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 25 juillet, 1942. 1638-o

days prior to December 31st, of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 25, 1942.

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LACHINE

CITY OF LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Emile Daoust, greffier de la cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des cités et villes, S.R.Q., 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'hôtel de ville, dans la cité de Lachine, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, générales, spéciales et scolaires dues à ladite cité, à moins que lesdites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Emile Daoust, City Clerk of the City of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, S.R.Q. 1941, the immovables hereunder described will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, at the City Hall, in the City of Lachine, the THIRD day of SEPTEMBER, nineteen hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon, for the General, Municipal, Special and School Taxes due to the said City, unless the said Municipal and School dues be paid with costs incurred before the sale.

Ville de Lachine — Town of Lachine

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision Subdivision	Taxes gén. Seol. spéc. am. locales Gen. School Spec. local Imp. taxes	Intérêt Interest	Grand total
1 (1)	Builders & Realtors Limited	1B.	Pt. 3.	\$ 57.69	\$ 6.53	\$ 64.22
2 (2)	Builders & Realtors Limited	1B.	Pt. 8.	306.72	32.82	339.54
3	Builders & Realtors Limited	1B.	9.	321.91	33.78	355.69
4	Builders & Realtors Limited	1B.	10.	328.36	34.52	362.88
5	Builders & Realtors Limited	1B.	11.	395.24	39.75	434.99
6	Builders & Realtors Limited	1B.	12.	783.21	80.45	863.66
7 (3)	Campbell, Duncan A.	55.	Pt. 3.	93.29	9.88	103.17
8 (4)	Duval, Edmond Hyllier	} Pt. S. 68. Pt. N. 69		361.62	25.00	386.62
9	Amos Dawes Realty Company Limited					
10	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	66.	68.02	3.66	71.68
11	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	67.	67.44	3.62	71.06
12	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	68.	71.29	3.82	75.11
13	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	92.	116.37	6.36	122.73
14	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	93.	116.39	6.36	122.75
15	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	94.	116.99	6.37	123.36
16 (5)	Vallières, Evelyne Emilia, épouse de-wife of Gustave Drouin	181.	53.	} 2,076.98	} 80.55	} 2,157.53
17 (6)	Ferry Gardens Limited	181.	Pt. O.-W. 54			
18	Succ.-Est. Albert F. Dawes	184.	49.	154.91	12.09	167.00
		184.	50.	29.48	3.10	32.58

Étant une ruelle sujet aux droits de passage de tous ceux y ayant droit et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Being a lane subject to the rights of way of all those having a right thereto and to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable

19	Succ.-Est. Albert F. Dawes	184.	148.	40.01	3.41	43.42
----	----------------------------	------	------	-------	------	-------

Étant une ruelle sujet aux droits de passage de tous ceux y ayant droit et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Being a lane subject to the rights of way of all those having a right thereto and to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Ville de Lachine (suite) — Town of Lachine (continued)

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivi- sion Subdivi- sion	Taxes gén. Scol. spéc. am. locales Gen. School Spec. local Imp. taxes	Intérêt Interest	Grand total
20 (7)	Rousseau, Lionel.....	184.....	Pt. N. 213 214-2.....	41.49	1.49	42.98
21 (8)	Dawes Realty Company Limited.....	Pt. 188.....		114.12	5.77	119.89
22	Amos Dawes Realty Company Limited.....	194.....		96.20	5.50	101.70
23	Amos Dawes Realty Company Limited.....	195.....		116.27	9.51	125.78
24	Amos Dawes Realty Company Limited.....	196.....	1.....	32.16	1.72	33.88
25	Amos Dawes Realty Company Limited.....	196.....	5.....	19.66	1.05	20.71
26 (9)	Amos Dawes Realty Company Limited.....	199.....	Pt. S. O.-W 4.....	1,114.89	89.07	1,203.96
27	Amos Dawes Realty Company Limited.....	199.....	5.....	184.49	15.37	199.86
28	Amos Dawes Realty Company Limited.....	199.....	11.....	770.24	60.53	830.77
29 (10)	Amos Dawes Realty Company Limited.....	Pt. 209.....		77.63	4.96	82.59
30	Amos Dawes Realty Company Limited.....	214.....		452.39	24.71	477.10
31	Succ.-Estate Isaac Shulman.....	238.....	313.....	10.30	0.55	10.58
32 (11)	Succ.-Estate J.-A. Descarries.....	293.....	Pt. N. 262.....	54.15	4.30	58.45
33	Dzvidson, A.-Albert.....	293.....	477.....	108.55	5.82	114.37
34	Lichtenstein, Lea, Mademoiselle-Miss.....	709.....	757.....	62.19	4.50	66.69
35	Lichtenstein, Lea, Mademoiselle-Miss.....			43.80	3.45	47.25
<p>Bâtisse en bois seulement, autrefois occupée comme abattoir, située sur la partie Ouest des subdivisions officielles 757, 758 et 759, du lot originaire N° 709 des plan et livre de renvoi officiels pour la Paroisse de Lachine, ladite bâtisse étant de forme irrégulière et composée d'une partie principale mesurant environ 23 pieds et 9-10 par environ 30 pieds et demi, plus ou moins, et de deux parties plus petites dont l'une mesurant environ 8 pieds et demi par environ 4 pieds et demi, plus ou moins, et l'autre mesurant environ 9 pieds et 6-10 par environ 15 pieds et 4-10, plus ou moins, et ayant front sur (la 12ème Avenue, à Lachine). Ladite bâtisse devant être enlevée par l'acquéreur après une année de la date de la vente et non antérieurement.</p> <p>Wooden building only, formerly occupied as a slaughter-house, situate on the West part of official subdivisions 757, 758 and 759, of original lot No. 709 of the official plan and book of reference for the Parish of Lachine, the said building being of irregular figure and composed of a main part measuring about 23 feet and 9-10 by about 30 feet and one half, more or less, and of two smaller parts one measuring about 8 feet and one half by about 4 feet and one half, more or less, and the other measuring about 9 feet and 6-10 by about 15 feet and 4-10, more or less, and fronting on (12th Avenue, at Lachine). The said building to be removed by the purchaser one year from the date of sale and not before then.</p>						
36 (12)	Fournier, Arthur.....	753.....	3.....	1,027.23	45.41	1,072.64
37	Fournier, Arthur.....	753.....	6.....	225.48	15.38	240.86
38	Fournier, Arthur.....	753.....	92.....	267.49	24.02	291.51
39	Fournier, Arthur.....	753.....	93.....	385.38	34.66	420.04
40 (13)	Fournier, Arthur.....	753.....	96.....	249.27	20.54	269.81
41 (14)	Fournier, Arthur.....	753.....	97.....	1,210.88	93.70	1,304.58
42 (15)	Fournier, Arthur.....	753.....	98.....	1,135.81	74.90	1,210.71
43	Campbell, Edith K., Campbell, Douglass E., Campbell, Mabel M., Campbell, Howard S., Campbell, Evelyn V., Campbell, Leslie E., Campbell, Hilda M., épouse de-wife of T. Nisbet, Campbell, Lawrence James, Campbell, Lily M., épouse de-wife of Herbert C. Green.....	753.....	535.....	91.97	7.53	99.50
44	Campbell, Edith K., Campbell, Douglass E., Campbell, Mabel M., Campbell, Howard S., Campbell, Evelyn V., Campbell, Leslie E., Campbell, Hilda M., épouse de-wife of T. Nisbet, Campbell, Lawrence James, Campbell, Lily M., épouse de-wife of Herbert C. Green.....	753.....	536.....	91.96	7.52	99.48
45	Succ.-Est. Matejec, Catherine, épouse de-wife of Nicholas Elichieck.....	753.....	1025.....	11.74	0.59	12.33
46	Succ.-Estate James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1042.....	85.81	6.80	92.61
<p>Etant une rue (Septième Avenue) sujet à tous les droits de passage et de servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.</p> <p>Being a street (Seventh Avenue) subject to all rights of way and active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.</p>						
47	Succ.-Estate James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1080.....	5.31	0.36	5.67
<p>Etant une ruelle sujet à toutes les servitudes de passage en faveur de tous ceux qui y ont droit et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.</p> <p>Being a lane subject to all the servitudes of passage in favour of those having a right thereto and subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.</p>						
48	Succ.-Est. James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1126.....	4.33	0.33	4.66
<p>Etant une ruelle sujet au droit de passage en faveur de tous ceux qui y ont droit et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.</p> <p>Being a lane subject to right of way in favour of those having a right thereto and subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.</p>						
49	Succ.-Est. James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1133.....	76.31	6.09	82.40

Paroisse de Lachine — Parish of Lachine

N ^o d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N ^o Cadastré Cadastral No.	Subdivi- sion Subdivi- sion	Taxes gén. Secl. spéc. am. locales Gen. School Spec. local Imp. taxes	Intérêt Interest	Grand total
50	Succ.-Est. John Forbes	894	75	94.46	6.38	100.84
51 (16)	Campbell, Duncan A.	Pt. 899		1,569.37	146.17	1,715.54
52 (17)	Campbell, Duncan A.	Pt. 899		918.00	94.64	1,012.64
53	Colguhorn, Jean, épouse de-wife of Jacob J. Sophus	915	76	58.76	4.29	63.05
54	Colguhorn, Jean, épouse de-wife of Jacob J. Sophus	915	77	59.01	6.10	65.11
55	Phillips, Edward W. H., Penny, G. Edward, Hague, Henry J.	915	109	31.16	1.67	32.83
56	Quality Home Corporation	916	102	559.97	59.26	619.23
57	Campbell, Edith K., Campbell Douglass E., Campbell, Mabel M., Campbell, Howard S., Campbell, Evelyn V., Campbell, Leslie E., Campbell, Hilda M., épouse de-wife of T. Nisbet, Campbell, Lawrence James, Campbell, Lily M., épouse de-wife of Herbert C. Green.	916	238	183.35	15.06	198.41

(1) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue St-Joseph étant la partie sud-ouest du lot N^o 3 de la subdivision officielle du lot N^o 1B des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, de figure irrégulière et mesurant 29 pieds et 4 pouces sur la rue St-Joseph; 54 pieds et 9 pouces dans sa ligne sud-est et 59 pieds et 9 pouces dans sa ligne nord et contenant une superficie d'environ 807 pieds, mesure anglais et plus ou moins, borné en front par ladite rue St-Joseph, vers le sud-est par le lot N^o 8 de la subdivision officielle dudit lot N^o 1B et vers le nord par le résidu dudit lot N^o 3 de ladite subdivision dudit lot N^o 1B, la propriété de la Cité de Lachine.

(1) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on St-Joseph street, being the South-West part of lot No. 3 of the official subdivision of lot No. 1B of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, of irregular figure and measuring 29 feet and 4 inches on St-Joseph street; 54 feet and 9 inches in its South-East line and 59 feet and 9 inches in its North line and containing in area about 807 feet, English measure and more or less, bounded in front by the said St-Joseph street, on the South-East by lot No. 8 of the official subdivision of said lot No. 1B and towards the North by the residue of said lot No. 3 of the said subdivision of said lot No. 1B the property of the City of Lachine.

(1) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue St-Joseph et étant une partie du lot N^o 8 de la subdivision officielle du lot N^o 1B des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, de figure irrégulière et mesurant 81 pieds 6 pouces sur la rue St-Joseph, 54 pieds 9 pouces dans sa ligne nord-ouest, 33 pieds 9 pouces dans sa ligne nord, 28 pieds et 11 pouces dans sa ligne nord-est, et 90 pieds 3 pouces dans sa ligne sud-est et ayant une superficie totale d'environ 5091 pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par ladite rue St-Joseph, vers le nord-ouest par cette partie du lot N^o 3 de la subdivision du lot N^o 1B, vers le nord par le résidu dudit lot N^o 8 de la subdivision officielle du lot N^o 1B, la propriété de la Cité de Lachine, vers le nord-est par le lot N^o 4 de la subdivision dudit lot N^o 1B et vers le sud-est par le lot N^o 9 de la subdivision dudit lot N^o 1B.

(2) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on St-Joseph street and being a part of lot No. 8 of the official subdivision of lot No. 1B of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, of irregular figure and measuring 81 feet 6 inches on St-Joseph street, 54 feet 9 inches in its North-West line, 33 feet 9 inches in its North line, 28 feet and 11 inches in its North-East line, and 90 feet 3 inches in its South-East line and having a total area of about 5,091 square feet, English measure and more or less, bounded in front by said St-Joseph street, on the North-West by that part of lot No. 3 of the subdivision of lot No. 1B, towards the North by the residue of said lot No. 8 of the official subdivision of lot No. 1B, the property of the City of Lachine, to the North-East by lot No. 4 of the subdivision of said lot No. 1B and towards the South-East by lot No. 9 of the subdivision of said lot No. 1B.

(3) Un emplacement situé sur la Quarante-Quatrième Avenue, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné comme partie nord du lot N^o 3 de la subdivision du lot N^o 55 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, ayant une superficie d'environ 8,283 pieds et mesurant 50 pieds de largeur par 166 pieds de profondeur dans sa ligne nord et 165 pieds et 4 pouces dans sa ligne sud et borné comme suit: en avant du côté est par la Quarante-Quatrième Avenue, en arrière du côté ouest par partie du lot originaire N^o 899, d'un côté vers le nord par partie du lot originaire N^o 55 et de l'autre côté vers le sud par le résidu dudit lot N^o 3 de la subdivision officielle du lot N^o 55 avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(3) An emplacement situate on Forty-fourth Avenue, in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier known and designated as being the North part of lot No. 3 of the subdivision of lot No. 55 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, having an area of about 8,283 feet and measuring 50 feet in width by 166 feet in depth in its North line and 165 feet and 4 inches in its South line and bounded as follows: in front on the East side by Forty-fourth Avenue, in rear on the West side by a part of original lot No. 899, on one side to the North by a part of original lot No. 55 and on the other side towards the South by the residue of said lot No. 3 of the official subdivision of lot No. 55—with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(4) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la Quarante-Quatrième Avenue et composé des lots suivants, savoir:

(4) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on Forty-fourth Avenue and comprised of the following lots, namely:

a) De la partie sud du lot N^o 68 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Lachine contenant 40 pieds de largeur par 156 pieds de profondeur et ayant une superficie de 6,236 pieds mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en avant, vers l'ouest, par la Quarante-Quatrième Avenue; en arrière, vers l'est, par le lot N^o 152 du même cadastre; vers le nord par le résidu dudit lot N^o 68 et de l'autre côté, vers le sud, par le lot N^o 69 ci-après décrit.

a) The South part of lot No. 68 of the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 40 feet in width by 156 feet in depth and having an area of 6,236 feet, English measure and more or less, and bounded as follows: in front, to the West, by Forty-fourth Avenue; in rear, towards the East, by lot No. 152 of the same cadastre towards the North by the residue of said lot No. 68 and on the other side to the South, by lot No. 69 hereinafter described.

b) De la partie nord du lot N^o 69 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant 48 pieds de largeur, en avant dans sa ligne ouest; 156 pieds de profondeur dans sa ligne nord; 48 pieds de

b) The North part of lot No. 69 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 48 feet in width in front in its West line; 156 feet in depth in its North line; 48 feet in width in rear in its

largeur en arrière dans sa ligne est et 156 pieds 4 pouces de profondeur dans sa ligne sud et borné comme suit: en avant, vers l'ouest par la Quarante-quatrième avenue; en arrière, vers l'est par le lot N° 152 du même cadastre; d'un côté, vers le nord par le lot 68 et de l'autre côté vers le sud par le résidu dudit lot N° 69 comme le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives sans aucune exception ni réserve, et affecté par une ligne homologuée.

(5) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la Trente-sixième Avenue, composé:

a) Du lot N° 53 de la subdivision du lot N° 181 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine.

b) D'un lopin de terre de forme régulière situé sur la rue Notre-Dame, en la Cité de Lachine, et étant la plus grande partie du lot N° 54 de la subdivision officielle du lot originaire N° 181 (181 p. g. Pte. 54) du Cadastre de la Ville de Lachine. Ledit lopin de terre particulièrement décrit:

a) est contigu au lot N° 181-53 dudit cadastre sur le côté est d'icelui.

b) mesure 52 pieds et sept dixièmes de pied en avant et en arrière depuis la jonction de la ligne ouest dudit lopin de terre et de la ligne est dudit lot N° 181-53 et de là en allant vers l'est et 170 pieds de profondeur.

c) contient une superficie de 8,959 pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

d) est borné comme suit: en avant vers le nord par la rue Notre-Dame, en arrière, vers le sud, partie par partie du lot N° 181-32 dudit cadastre et partie par partie du lot 181-33 d'un côté vers l'est par le résidu dudit lot N° 181-54 dudit cadastre, de l'autre côté, vers l'ouest par 181-53 dudit cadastre avec les bâtiments dessus érigés et portant les Nos 4, 6, et 8 de la Trente-sixième Avenue de la Cité de Lachine, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(6) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant une ruelle ayant front sur la rue Notre-Dame et composé du lot N° 49 de la subdivision officielle du lot N° 184 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine et du lot N° 50 de la subdivision officielle dudit lot N° 184 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, lesdits lots sujets au droit de passage en faveur de tous ceux qui y ont droit et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

(7) Un emplacement ayant front sur la Trente-quatrième Avenue, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, et composé des lots suivants, savoir:

a) le lot N° 2 de la resubdivision du lot N° 214 de la subdivision du lot N° 184 de la ville de Lachine.

b) de la partie nord du lot N° 213 de la subdivision du lot N° 184 mesurant 4 pieds de large par 100 pieds de profondeur, et bornée comme suit: du côté ouest en front, par la Trente-quatrième Avenue, du côté est, en arrière, par le lot N° 216 de la subdivision officielle du lot N° 184 du même cadastre, du côté nord par le lot ci-dessus décrit, et du côté sud par le résidu dudit lot N° 213 de la subdivision officielle du lot N° 184, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(8) Un emplacement ayant front sur la rue St-Joseph étant une partie du lot originaire N° 188 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant 41 pieds et 9 pouces en avant, sur la rue St-Joseph, 63 pieds et 2 pouces en arrière, et 109 pieds et 6 pouces dans sa ligne ouest et 118 pieds dans sa ligne est, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front, par la rue St-Joseph, en arrière, par le lot N° 4 de la subdivision officielle du lot N° 196 du même cadastre, d'un côté, vers l'ouest par une partie du lot N° 188 et de l'autre côté, vers l'est, par une autre partie du lot N° 188 appartenant à Dame Veuve Z. Blanchard, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(9) Une partie de lot ayant front sur la rue Notre-Dame, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, connue comme étant la partie sud-ouest du lot N° 4 de la subdivision officielle du lot N° 199 (199 S.O. Pt. 4) des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, dans ledit comté de Jacques-Cartier, de forme irrégulière, mesurant 163 pieds et 10 pouces de largeur, en front, sur la rue Notre-Dame et 170 pieds et 3 pouces de largeur, en arrière, par une profondeur de 103 pieds et 1 pouce, dans sa ligne ouest et 152 pieds dans sa ligne est et bornée comme suit: en front, vers le sud, par la rue Notre-Dame, en arrière, vers le nord, par le droit de passage du chemin de fer Canadien National, sur un côté vers l'ouest, par le lot N° 5 de la subdivision officielle dudit lot N° 199 et sur l'autre côté, vers l'ouest, par le résidu dudit lot

East line and 156 feet 4 inches in depth in its South line and bounded as follows: in front, towards the West by Forty-fourth Avenue; in rear, towards the East by lot No. 152 of the same cadastre; on one side, to the North by lot 68 and on the other side to the South by the residue of said lot No. 69, as the whole presently subsists with all the active and passive servitudes without exception nor reserve, and affected by a homologated line.

(5) An emplacement situate in the City of Lachine, in the County of Jacques-Cartier, fronting on Thirty-sixth Avenue, composed of:

a) Lot No. 53 of the subdivision of lot No. 181 of the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine.

b) A parcel of land of regular figure situate on Notre-Dame street, in the City of Lachine, and being the greatest part of lot No. 54 of the official subdivision of original lot No. 181 (181 g. p. Pt. 54) of the cadastre of the Town of Lachine. The said parcel of land being more amply described as:

a) contiguous to lot No. 181-53 of said cadastre on the East side of same.

b) measuring 52 feet and seven tenths of a foot in front and in rear from the junction of the West line of said parcel of land and the East line of said lot No. 181-53 and thence running Eastward and 170 feet in depth.

c) containing an area of 8,959 feet, English measure and more or less.

d) Bounded as follows: in front towards the North by Notre-Dame street, in rear, towards the South, partly by a part of lot No. 181-32 of said cadastre and partly by a part of lot 181-33, on one side towards the East by the residue of said lot No. 181-54 of said cadastre, on the other side, towards the West by 181-53 of said cadastre—with the buildings thereon erected bearing Nos. 4, 6 and 8 of Thirty-sixth Avenue of the City of Lachine, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(6) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, being a lane fronting on Notre-Dame street and composed of lot No. 49 of the official subdivision of lot No. 184 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine and of lot No. 50 of the official subdivision of said lot No. 184 of the same official plan and book of reference, the said lots subject to right of way in favour of those having a right thereto and to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes.

(7) An emplacement fronting on Thirty-fourth Avenue, in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, and composed of the following lots, namely:

a) Lot No. 2 of the resubdivision of lot No. 214 of the subdivision of lot No. 184 of the Town of Lachine.

b) The North part of lot No. 213 of the subdivision of lot No. 184 measuring 4 feet in width by 100 feet in depth, and bounded as follows: on the West side in front, by Thirty-fourth Avenue, on the East side, in rear, by lot No. 216 of the official subdivision of lot No. 184 of the same cadastre, on the North side by the lot above described, and on the South side by the residue of said lot No. 213 of the official subdivision of lot No. 184, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(8) An emplacement fronting of St. Joseph street, being a part of original lot No. 188 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 41 feet and 9 inches in front of St. Joseph street, 63 feet and 2 inches in rear, and 109 feet and 6 inches in its West line and 118 feet in its East line, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: in front, by St. Joseph street, in rear, by lot No. 4 of the official subdivision of lot No. 196 of the same cadastre, on one side, towards the West by a part of lot No. 188 and on the other side, towards the East, by another part of lot No. 188 belonging to Dame Widow Z. Blanchard, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(9) A part of lot fronting on Notre-Dame street, in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, known as being the South-West part of lot No. 4 of the official subdivision of lot No. 199 (199 S.W. Pt. 4) on the official plan and in the book of reference of the Town of Lachine, in the said county Jacques-Cartier, of irregular figure, measuring 163 feet and 10 inches in width, in front, on Notre-Dame street and 170 feet and 3 inches in width, in front, on Notre-Dame street and 170 feet and 3 inches in width, in rear, by a depth of 103 feet and 1 inch, in its West line, and 152 feet in its East line and bounded as follows: in front, towards the South, by Notre-Dame street, in rear, towards the North, by the right of way of the Canadian National Railway, on one side towards the West, by lot No. 5 of the official subdivision of said lot No. 199 and on

N° 4 de la subdivision officielle dudit lot N° 199 la propriété de Monsieur Carmichael, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes passives et actives sans aucune réserve ni exception.

(10) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant une partie du lot N° 209 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant une superficie totale d'environ 8,218 pieds et mesurant dans sa ligne sud 133 pieds et 5 pouces, dans sa ligne nord 139 pieds et 4 pouces, dans sa ligne est 59 pieds et dans sa ligne ouest 63 pieds et borné comme suit: d'un côté, vers le sud, par la Vingt-septième Avenue et par les lots Nos 210 et 222 du cadastre de la Ville de Lachine, de l'autre côté, vers le nord, par le droit de passage du chemin de fer Canadien National, lot N° 802 du cadastre de la Ville de Lachine, vers l'est par partie du lot N° 232 du cadastre de la Ville de Lachine et vers l'ouest par le résidu dudit lot N° 209 sujet aux droits de passage en faveur du résidu dudit lot N° 209 à pied ou en voiture et pour les animaux, en tout temps, de façon à permettre l'entrée et la sortie sur la Vingt-septième Avenue et sujet à toutes autres servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(11) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant une ruelle et désigné comme partie du lot N° 262 de la subdivision officielle du lot N° 293 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Lachine, mesurant 280 pieds de longueur par 15 pieds de largeur et borné comme suit: vers le nord, par le lot N° 274 de la subdivision officielle du lot N° 293 du même cadastre; vers le sud, par la prolongation de la ligne sud des lots Nos 255 et 267 de la subdivision officielle dudit lot N° 293; vers l'est, par les lots Nos 266 à 273 inclusivement de la subdivision dudit lot N° 293 (293-266 à 273); vers l'ouest par les lots Nos 254 à 261 de la subdivision officielle du lot N° 293 du même cadastre (293-254 à 261). ledit lot ayant une superficie totale d'environ 4,200 pieds, sujet au droit de passage de tous ceux y ayant droit et à toutes les servitudes actives et passives, pouvant affecter ledit immeuble.

(12) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Victoria avec toutes les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant de les prendre dans l'état où elles se trouvent et clore lesdites bâtisses s'il y a lieu, à ses frais: le tout spécialement sujet à tous les droits et servitudes actives en faveur du susdit lot et spécialement sujet au droit d'avoir des fenêtres, balcons, galeries et autres ouvertures existantes dans lesdites bâtisses construites sur ledit lot en autant que ces droits peuvent exister en vertu d'un acte consenti par Dame Nélida Quesnel, épouse séparée de biens de Arthur Fournier et Dame Albina Décairy, enregistré au Bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le N° 378161, et sujet à toutes les servitudes passives en faveur du lot N° 4 de la subdivision officielle du lot N° 753 du cadastre de la Ville de Lachine, et sujet, aussi, à toutes autres servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(13) Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant le lot N° 96 de la subdivision officielle du lot N° 753 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant à prendre lesdites bâtisses dans l'état où elles se trouvent et même à les clore s'il y a lieu, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(14) Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier étant le lot N° 97 de la subdivision officielle du lot N° 753 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant à prendre lesdites bâtisses dans l'état où elles se trouvent et même à les clore s'il y a lieu, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(15) Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier étant le lot N° 98 de la subdivision officielle du lot N° 753 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant à prendre lesdites bâtisses dans l'état où elles se trouvent et même à les clore s'il y a lieu, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(16) Cette partie non subdivisée du lot original N° 899 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

the other side, towards the West, by the residue of said lot No. 4 of the official subdivision of said lot No. 199 the property of Monsieur Carmichael, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes without exception or reserve.

(10) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, being a part of lot No. 209 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, having a total area of about 8,218 feet and measuring in its South line 133 feet and 5 inches, in its North line 139 feet and 4 inches, in its East line 59 feet and in its West line 63 feet and bounded as follows: and on one side, towards the South by Twenty-seventh Avenue and by lots Nos. 210 and 222 of the cadastre of the Town of Lachine, on the other side, towards the North, by the right of way of the Canadian National Railway, lot No. 802 of the cadastre of the Town of Lachine, towards the East by a part of lot No. 232 of the cadastre of the Town of Lachine and towards the West by the residue of lot No. 209, subject to rights of way in favour of the residue of said lot No. 209 on foot and with vehicle and for animals, at any time so as to permit ingress and egress on Twenty-seventh Avenue and subject to all other active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(11) An emplacement situate in the City of Lachine, the county of Jacques-Cartier, being a lane and designated as being a part of lot No. 262 of the official subdivision of lot No. 293 on the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 280 feet in length by 15 feet in width and bounded as follows: towards the North by lot No. 274 of the official subdivision of lot No. 293 of the same cadastre; towards the South, by the prolongation of the South line of lots Nos. 255 and 267 of the official subdivision of said lot No. 293; towards the East by lots Nos. 266 to 273 inclusively of the subdivision of said lot No. 293 (293-266 to 273); towards the West by lots Nos. 254 to 261 of the official subdivision of lot No. 293 of the same cadastre (293-254 to 261), the said lot having a total area of about 4,200 feet, subject to right of way of all those having a right thereto and to all the active and passive servitudes, which may affect the said immovable.

(12) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on Victoria street, with all the buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept them in their present state and to fence in the said buildings, if necessary, at his expense; the whole particularly subject to all the rights and active servitudes in favour of the aforesaid lot and specially subject to the right of having windows, balconies, galleries and other openings existing in and on the said buildings erected on the said lot in so far as these rights may exist under a deed consented to by Dame Nélida Quesnel, wife separate as to property of Arthur Fournier and Albina Décairy, registered in the Registry Office for the Montreal Division, under No. 378161, and subject to all passive servitudes in favour of lot No. 4 of the official subdivision of lot No. 753 of the cadastre of the Town of Lachine and subject, also, to all other active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(13) An emplacement fronting on Victoria street, in the city of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, being lot No. 96 of the official subdivision of lot No. 753 on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, with buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept the said buildings in their present state and also to fence them, in if necessary, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immovable.

(14) An emplacement fronting on Victoria street, in the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, being lot No. 97 of the official subdivision of lot No. 753 on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, with the buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept the said buildings in their present state and also to fence them, in if necessary, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(15) An emplacement fronting on Victoria street, in the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, being lot No. 98 of the official subdivision of lot No. 753, on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, with the buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept the said buildings in their present state and also to fence them in if necessary, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(16) That unsplit part of original lot No. 899 on the official plan and book of reference of the Parish

de Lachine à l'exclusion des lots Nos 337, 429, 456 et 460 de la subdivision officielle dudit lot N° 899 enclavé, sous réserve des servitudes et des droits de passage attachés audits quatre lots, ladite portion étant bornée comme suit: en avant, vers le sud, par les terrains du chemin de fer Canadien National connu sous le N° 1037 de ladite paroisse de Lachine, du côté ouest par partie du lot originaire N° 898, du côté nord par le Boulevard Métropolitain et du côté est par la ligne de division entre la paroisse et la ville de Lachine, ayant une superficie totale d'environ 37,068 arpents, mesure française.

(17) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier étant une partie des lot N° 899, ayant une superficie de 39,672 arpents et borné comme suit: vers le sud, par les voies du chemin de fer Canadien Pacifique, étant le lot N° 1029 des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, de l'autre côté vers le nord par les limites de la Cité de Lachine, d'un autre côté vers l'est, par partie du lot N° 55 et de l'autre côté vers l'ouest par partie du lot N° 898 du même cadastre, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Donné sous mon seing, à Lachine, ce vingt-deuxième jour de juillet, mil neuf cent quarante-deux.
(Sceau).

Le greffier de la cité de Lachine,
1643-30-2 O ÉMILE DAOUST.

of Lachine, with the exception of lots Nos. 337, 429, 456 and 460 of the official subdivision of said lot No. 899 enclosed, under reserve of servitudes and of rights of passage attached to the said four lots, the said part being bounded as follows: in front towards the South, by the lands of the Canadian National Railway, known as being No. 1037 of the said parish of Lachine, on the West side by part or original lot No. 898, on the North side by Boulevard Métropolitain and on the East side by the division line between the Parish and the Town of Lachine, having a total area of about 37,068 arpents French measurement.

(17) An emplacement situate in the City of Lachine, county of Jacques-Cartier, being a part of lot No. 899, having an area of 39,672 arpents and bounded as follows: towards the South by the Canadian Pacific Railway being lot No. 1029 on the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, on the other side towards the North, by the limits of the City of Lachine, on another side towards the East by part of lot No. 55 and on the other side towards the West by part of lot No. 898 of the same cadastre—subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Given under my hand, at Lachine, this twenty-second day of July, nineteen hundred and forty-two.
(Seal)

ÉMILE DAOUST,
1643-30-2 Clerk of the City of Lachine.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 30

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2241

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2241

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lefebvre vs Pepin..... 2248

Lefebvre vs Pepin..... 2248

ASSURANCES:

INSURANCES:

Association d'Hospitalisation du Québec. 2265

Quebec Hospital Service Association.... 2265

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Barthélemi. 2249

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Barthélemi. 2249

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 48..... 2251

Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 48..... 2251

Association of Employees of the Canadian Car & Foundry Company Ltd, Aircraft Division, Montreal..... 2250

Association of Employees of the Canadian Car & Foundry Company Ltd, Aircraft Division, Montreal..... 2250

Beauharnois Light, Heat and Power Company..... 2249

Beauharnois Light, Heat and Power Company..... 2249

Saint-Jérôme, commission scolaire du village..... 2251

Saint-Jérôme, School Commission of the village..... 2251

Saint-Jérôme, paroisse de..... 2250

Saint-Jérôme, parish of..... 2250

Saint-Jérôme, village de..... 2250

Saint-Jérôme, village of..... 2250

Villemontal, munic. scolaire..... 2250

Villemontal, School Munic..... 2250

BUREAU-CHEF:

CHIEF-OFFICE:

P. E. Létourneau Inc..... 2251

P. E. Létourneau Inc..... 2251

CHARTRE—ABANDON DE:

CHARTER—SURRENDER OF:

Junction Realty Corp..... 2251

Junction Realty Corp..... 2251

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Ordonnance N° 50-E-42—Saint-Gabriel-de-Brandon..... 2252

Order No. 50-E-42—Saint-Gabriel-de-Brandon..... 2252

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Sainte-Ursule, syndics des écoles dissidentes..... 2252

Sainte-Ursule, trustees of the dissentient schools..... 2252

LETTRES PATENTES:

Granby Textiles Limited.....	2242
Korma Dress, Incorporated.....	2244
La Compagnie de Bois Fugère Limitée... ..	2244
Wm. Currie Inc.....	2244

LETTERS PATENT:

Granby Textiles Limited.....	2242
Korma Dress, Incorporated.....	2244
La Compagnie de Bois Fugère Limitée... ..	2244
Wm. Currie Inc.....	2244

LETTRES PATENTES PAR PROCLAMATION:

Québec-Ouest, ville de.....	2264
-----------------------------	------

LETTERS PATENT BY PROCLAMATION:

Quebec-West, town of.....	2264
---------------------------	------

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Fernhill Ltd.....	2245
The Abbey Co.....	2245

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Fernhill Ltd.....	2245
The Abbey Co.....	2245

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Concernant la société d'agriculture du comté de Kamouraska.....	2253
Société Coopérative Agricole de St-Ambroise.....	2253
Société Coopérative Agricole de St-Joseph-du-Nord.....	2253

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Respecting the agricultural association of the county of Kamouraska.....	2253
Société Coopérative Agricole de St-Ambroise.....	2253
Société Coopérative Agricole de St-Joseph-du-Nord.....	2253

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay.....	2266
The International Longshoremen's Association, local 375.....	2268
The International Longshoremen's Association, local 1552.....	2276
The International Longshoremen's Association, local 1605.....	2275
The Shipping Federation of Canada.....	2265

DEPARTMENT OF LABOUR:

Construction industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay.....	2266
The International Longshoremen's Association, local 375.....	2268
The International Longshoremen's Association, local 1552.....	2276
The International Longshoremen's Association, 1605.....	2275
The Shipping Federation of Canada.....	2265

NOMINATIONS:

Diverses.....	2254
---------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	2254
--------------------	------

SOUMISSIONS:

La Commission des Eaux Courantes de Québec.....	2254
---	------

TENDERS:

The Quebec Streams Commission.....	2254
------------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Coulombe vs Mailhot <i>et al.</i>	2247
---	------

SALE BY LICITATION:

Coulombe vs Mailhot <i>et al.</i>	2247
---	------

VENTES POUR TAXES:

Lachine, cité de.....	2279
Richmond, ville de.....	2246
St-Léonard de Port-Maurice, ville de... ..	2245

SALES FOR TAXES:

Lachine, city of.....	2279
Richmond, town of.....	2246
St-Léonard de Port-Maurice, town of... ..	2245

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Le procureur général de la province de Québec vs Guinard Gold Mines Limitée.....	2255
--	------

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

The Attorney General of the Province of Québec vs Guinard Gold Mines Limitée.....	2255
---	------

Beauharnois:

J. O. Clermont Ltée vs Zercyz <i>et al.</i>	2255
---	------

Beauharnois:

J. O. Clermont Ltée vs Zercyz <i>et al.</i>	2255
---	------

Chicoutimi:

Girard <i>et al</i> vs Pelletier.....	2255
---------------------------------------	------

Chicoutimi:

Girard <i>et al</i> vs Pelletier.....	2255
---------------------------------------	------

Joliette:

Boucher vs Pauzé.....	2256
-----------------------	------

Joliette:

Boucher vs Pauzé.....	2256
-----------------------	------

Kamouraska:

Desrosiers vs Lavoie.....	2257
---------------------------	------

Kamouraska:

Desrosiers vs Lavoie.....	2257
---------------------------	------

Leblond vs Héritiers Dame Philomène Michaud..... 2257 Pelletier vs Bourgoin..... 2257	Leblond vs Heirs of Dame Philomène Michaud..... 2257 Pelletier vs Bourgoin..... 2257
<i>Montcalm:</i>	<i>Montcalm:</i>
Paquin vs Keller..... 2261	Paquin vs Keller..... 2261
<i>Montréal:</i>	<i>Montreal:</i>
Brunelle vs Boulais <i>et al.</i> 2259 Brunelle vs Boulais <i>et vir.</i> 2260 Clark vs Beauregard..... 2258 Commissaires d'écoles du village de Sainte-Rose vs Archambault..... 2258 Iroquois Fuel Import Company Limited vs Héritiers A. Delorme..... 2260 Laframboise vs Lamothe..... 2259 Sager vs Silver <i>et al.</i> 2260	Brunelle vs Boulais <i>et al.</i> 2259 Brunelle vs Boulais <i>et vir.</i> 2260 Clark vs Beauregard..... 2258 School Commissioners of the village of Sainte-Rose vs Archambault..... 2258 Iroquois Fuel Import Company Limited vs Heirs of A. Delorme..... 2260 Laframboise vs Lamothe..... 2259 Sager vs Silver <i>et al.</i> 2260
<i>Nicolet:</i>	<i>Nicolet:</i>
Desrosiers vs Bergeron <i>et al.</i> 2262	Desrosiers vs Bergeron <i>et al.</i> 2262
<i>Québec:</i>	<i>Quebec:</i>
Cité de Québec vs Després..... 2263 Cité de Québec vs Dion..... 2263 Cité de Québec vs Lesage..... 2262 Cité de Québec vs Tanguay..... 2262	City of Quebec vs Després..... 2263 City of Quebec vs Dion..... 2263 City of Quebec vs Lesage..... 2262 City of Quebec vs Tanguay..... 2262
<i>Saint-François:</i>	<i>Saint Francis:</i>
Hinkson <i>et al</i> vs Brown..... 2264	Hinkson <i>et al</i> vs Brown..... 2264
1644-o	1644-o